

Non-Corrigé  
Uncorrected

Traduction  
Translation

CR 2012/8 (traduction)

CR 2012/8 (translation)

Lundi 23 avril 2012 à 15 heures

Monday 23 April 2012 at 3 p.m.

10

Le PRESIDENT : Veuillez vous asseoir. L'audience est ouverte. La Cour siège aujourd'hui pour entendre les exposés oraux des Parties en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*.

Je relève que, la Cour ne comptant sur son siège aucun juge de la nationalité des Parties, chacune de celles-ci a usé de la faculté qui lui est conférée par le paragraphe 2 de l'article 31 du Statut de désigner un juge *ad hoc*. Le Nicaragua a d'abord désigné M. Mohammed Bedjaoui, qui a démissionné le 2 mai 2006, puis M. Giorgio Gaja. Celui-ci ayant été élu membre de la Cour, le Nicaragua a désigné M. Thomas Mensah. Compte tenu de cette décision, le juge Gaja a estimé qu'il convenait pour lui de ne pas prendre part à la suite de la procédure relative à l'affaire, et m'en a informé. La Colombie a d'abord désigné M. Yves Fortier, qui a démissionné le 7 septembre 2010, puis M. Jean-Pierre Cot.

L'article 20 du Statut dispose que «[t]out membre de la Cour doit, avant d'entrer en fonction, en séance publique, prendre l'engagement solennel d'exercer ses attributions en pleine impartialité et en toute conscience». En vertu du paragraphe 6 de l'article 31 du Statut, cette disposition s'applique également aux juges *ad hoc*.

M. Cot, qui a participé aux procédures relatives aux requêtes à fin d'intervention déposées en l'affaire respectivement par le Costa Rica et le Honduras, et qui a fait sa déclaration solennelle à l'occasion de l'audience tenue le 11 octobre 2010 sur la requête à fin d'intervention soumise par le Costa Rica, n'est pas tenu de prêter de nouveau serment en la présente procédure.

Quant à M. Mensah, avant de l'inviter à faire sa déclaration solennelle, je dirai d'abord, selon l'usage, quelques mots de sa carrière et de ses qualifications.

M. Thomas Mensah, de nationalité ghanéenne, est diplômé de l'Université du Ghana, de l'Université de Londres et de la faculté de droit de Yale.

Eminent juriste, il a occupé de nombreux postes de haut rang au sein d'organisations internationales, mais également de hautes fonctions judiciaires, universitaires et diplomatiques. Au cours d'une carrière aussi brillante que variée, il a été sous-secrétaire général et directeur des

**11** affaires juridiques à l'Organisation maritime internationale, juge au Tribunal international du droit de la mer — dont il a en outre été le premier président —, et a participé à plusieurs arbitrages sous les auspices de la Cour permanente d'arbitrage. Il est actuellement membre de deux tribunaux arbitraux.

M. Mensah a enseigné le droit dans de nombreux établissements supérieurs de par le monde, notamment à l'Université de Leyde et à l'Université d'Hawaï. Il est membre de l'Institut de droit international depuis 1989, ainsi que du conseil consultatif de l'Institut britannique de droit international et de droit comparé. Il est l'auteur de nombreux articles, monographies et publications dans le domaine du droit international public, touchant notamment au droit de la mer, au droit maritime, au droit international de l'environnement et au règlement des différends internationaux.

J'invite à présent M. Mensah à faire la déclaration solennelle prescrite par le Statut et je demanderai à toutes les personnes présentes à l'audience de bien vouloir se lever.

M. MENSAH :

«Je déclare solennellement que je remplirai mes devoirs et exercerai mes attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience.»

Le **PRESIDENT** : Je vous remercie. Veuillez vous asseoir. Je prends acte de la déclaration solennelle faite par M. Mensah et le déclare dûment installé en qualité de juge *ad hoc* en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*.

\*

Je vais maintenant rappeler les principales étapes de la procédure en la présente affaire.

Le 6 décembre 2001, le Nicaragua a déposé au Greffe de la Cour une requête introductive d'instance contre la Colombie au sujet d'un différend portant sur un «ensemble de questions juridiques connexes ... qui demeurent en suspens» entre les deux Etats «en matière de titre territorial et de délimitation maritime» dans les Caraïbes occidentales.

Dans sa requête, le Nicaragua fondait la compétence de la Cour, premièrement, sur les dispositions de l'article XXXI du traité américain de règlement pacifique signé le 30 avril 1948, dénommé officiellement, aux termes de son article LX, «pacte de Bogotá», et, deuxièmement, sur les déclarations par lesquelles les Parties ont reconnu la compétence de la Cour.

## 12

Le Nicaragua ayant déposé son mémoire dans le délai prescrit par la Cour, la Colombie a soulevé des exceptions préliminaires à la compétence de celle-ci. En conséquence, la Cour, constatant qu'en vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article 79 du Règlement, la procédure sur le fond était suspendue, a fixé la date d'expiration du délai dans lequel le Nicaragua pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie. Le Nicaragua a déposé un tel exposé dans le délai ainsi fixé, et l'affaire s'est ainsi trouvée en état pour ce qui est des exceptions préliminaires.

La Cour a tenu des audiences sur les exceptions préliminaires soulevées en l'affaire du 4 au 8 juin 2007. Dans son arrêt du 13 décembre 2007, la Cour a conclu qu'elle avait compétence, sur la base de l'article XXXI du pacte de Bogotá, pour statuer sur le différend relatif à la souveraineté sur les formations maritimes revendiquées par les Parties, autres que les îles de San Andrés, Providencia et Santa Catalina, ainsi que sur le différend relatif à la délimitation maritime entre les Parties.

Le président de la Cour a fixé au 11 novembre 2008 la date d'expiration du nouveau délai pour le dépôt du contre-mémoire de la Colombie. Cette pièce a été dûment déposée dans le délai ainsi prescrit.

Par ordonnance du 18 décembre 2008, la Cour a prescrit la présentation d'une réplique du Nicaragua et d'une duplique de la Colombie. Ces pièces ont été dûment déposées dans les délais qu'elle avait fixés.

Le 25 février 2010 et le 10 juin 2010, respectivement, la République du Costa Rica et la République du Honduras ont déposé au Greffe de la Cour une requête à fin d'intervention dans l'affaire en vertu de l'article 62 du Statut. Par deux arrêts en date du 4 mai 2011, la Cour a déclaré que ces requêtes ne pouvaient être admises.

13

Conformément au paragraphe 2 de l'article 53 de son Règlement, la Cour, après s'être renseignée auprès des Parties, a décidé de rendre accessibles au public, à l'ouverture de la procédure orale, des exemplaires des pièces de procédure et documents annexés. En outre, conformément à la pratique de la Cour, l'ensemble de ces documents, sans leurs annexes, sera placé dès aujourd'hui sur le site Internet de la Cour.

\*

Je constate la présence à l'audience des agents, conseils et avocats des deux Parties. Conformément aux dispositions relatives à l'organisation de la procédure arrêtées par la Cour, les audiences comprendront un premier et un second tours de plaidoiries.

Le premier tour de plaidoiries débute aujourd'hui et se terminera le vendredi 27 avril 2012. Le second tour de plaidoiries s'ouvrira le mardi 1<sup>er</sup> mai et s'achèvera le vendredi 4 mai 2012.

Pour cette première audience, le Nicaragua peut, si nécessaire, déborder quelque peu au-delà de 18 heures, compte tenu du temps consacré à l'ouverture de la présente audience.

Je donne maintenant la parole à S. Exc. M. Carlos J. Argüello Gómez, agent du Nicaragua. Monsieur, vous avez la parole.

M. ARGÜELLO GÓMEZ :

1. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs de la Cour, c'est pour moi un grand honneur que de plaider une fois de plus devant la plus haute juridiction du monde au nom de mon pays.

2. Permettez-moi, Monsieur le président, de vous féliciter ainsi que le vice-président pour votre élection et aussi de souhaiter la bienvenue et de féliciter les nouveaux membres de la Cour.

### **I. Contexte historique**

3. Le différend qui oppose mon pays à la Colombie est ancien. En fait, il a commencé au moment où les deux pays ont gagné leur indépendance vis-à-vis de l'Espagne en 1821. L'isthme centraméricain a retenu l'intérêt des puissances maritimes parce que c'était le seul endroit où pouvait être creusé un canal transocéanique. Cet intérêt a sans aucun doute poussé la Colombie à

14

déclarer sa souveraineté sur la côte des Mosquitos (côte caraïbe) de l'Amérique centrale jusqu'au cap Gracias a Dios. Si cette revendication avait abouti, la Colombie aurait détenu la seule clef permettant la construction d'un canal à travers l'isthme. Mais la Colombie n'était pas la seule intéressée. La Grande-Bretagne s'est également emparée d'une partie de la côte caraïbe du Nicaragua, où elle a institué le royaume miskito, qu'elle a placé sous son protectorat en 1844. Pour leur part, les Etats-Unis d'Amérique s'opposaient par des moyens officiels aussi bien qu'officieux au projet britannique de creuser un canal à travers le Nicaragua<sup>1</sup>. Monsieur le président, j'ai les références et les notes de bas de pages correspondant à tout ce que j'affirme. Et, plus au sud, le petit Costa Rica essayait de tirer son épingle du jeu ... mais c'est une autre histoire.

4. Quoi qu'il en soit, sa situation géographique en plein centre de l'Amérique centrale et le fait qu'il est doté d'un grand lac et d'une rivière coulant vers la Caraïbes sont à l'origine de la plupart des déboires qu'a connus le Nicaragua<sup>2</sup>.

5. Au cours du siècle qui a suivi son indépendance, le Nicaragua s'est employé à recouvrer sa souveraineté sur la côte caraïbe, ou côte des Mosquitos, ce qu'il a fait en partie dès 1860<sup>3</sup>. Par la suite, il a revendiqué la souveraineté sur les îles situées au large de la partie méridionale de sa côte caraïbe. C'est ce groupe d'îles, qui n'était pas encore désigné sous le nom d'archipel, que la Colombie avait occupé pendant quelques années après l'indépendance des deux Etats et comprenait les îles de Santa Catalina, Providencia, San Andrés et les deux îles du Maïs. Le Nicaragua a pu faire valoir sa juridiction sur les îles du Maïs en 1890, mais la Colombie continuait d'exercer la sienne sur les trois autres<sup>4</sup>.

6. Le différend relatif aux autres îles de l'archipel occupées par la Colombie a persisté jusqu'aux années 1920. Le Nicaragua réclamait un arbitrage mais la Colombie, qui en avait perdu un en 1900 dans un différend avec le Costa Rica présentant des aspects analogues, ne voulait pas soumettre les mêmes titres coloniaux à un autre test. Après tout, si l'arbitre, le président de la France, Emile Loubet, avait décidé que la Colombie n'avait aucun droit sur la côte caraïbe du

---

<sup>1</sup> MN, vol. I, p. 63-67, par. 2.10-2.20.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 61-62, par. 2.6-2.9.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 49, par. 1.97.

<sup>4</sup> MN, vol. I, p. 50, par. 1.100.

Costa Rica (avec qui elle avait alors une frontière commune, le Panama n'étant pas encore devenu indépendant), il était encore bien moins probable qu'elle obtienne gain de cause s'agissant de la côte caraïbe du Nicaragua<sup>5</sup>.

15

7. C'est alors que les Etats-Unis d'Amérique intervinrent. Au milieu des années 1920, ils avaient calculé que si le commerce international devait continuer de s'accroître au même rythme, le canal de Panama serait saturé vers la fin des années 1930. Une solution était de percer un canal passant par le Nicaragua comme ils l'avaient envisagé dans un premier temps<sup>6</sup>. Les revendications de la Colombie les gênaient dans ce projet et, qui plus était, celle-ci était toujours mécontente de la saisie de Panama par le président Roosevelt en 1903. C'était l'occasion d'apaiser la Colombie et de lever tous les obstacles qui s'opposaient au creusement d'un canal au Nicaragua.

8. Le traité fut finalement signé le 24 mars 1928. Il consistait essentiellement en une déclaration de la Colombie reconnaissant la souveraineté du Nicaragua sur la côte des Mosquitos et sur les îles du Maïs, ainsi qu'une déclaration du Nicaragua reconnaissant la souveraineté de la Colombie sur les îles de San Andrés, Providencia et Santa Catalina, ainsi que d'autres îles, îlets et récifs faisant partie de l'archipel de San Andrés.

9. Le traité a été ratifié avec une réserve ajoutée par le sénat nicaraguayen et acceptée par la Colombie selon laquelle «l'archipel mentionné à l'article premier du traité susmentionné, ne s'étend pas à l'ouest du 82° de longitude Greenwich»<sup>7</sup>.

10. La situation dans laquelle le Nicaragua se trouvait au moment de la signature et de la ratification du traité de 1928 est abondamment exposée dans le mémoire du Nicaragua<sup>8</sup>. A ce moment là, le Nicaragua était occupé par les Etats-Unis, qui exerçait un contrôle militaire économique et politique. Les véritables interlocuteurs de la Colombie étaient donc les Etats-Unis.

11. Cela ne veut pas dire que les Etats-Unis étaient disposés à céder à la Colombie toutes les formations maritimes de la côte nicaraguayenne. Tant s'en faut, comme il ressort du compte rendu des négociations que donne le Nicaragua dans son mémoire, sur la base des documents du

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 52-55, par. 1.106-1.111.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 94-95, par. 2.74-2.77.

<sup>7</sup> *Ibid.*, vol. II, annexe 19, p. 57.

<sup>8</sup> *Ibid.*, vol. I, p. 76-98, par. 2.41-2.81.

16

département d'Etat des Etats-Unis<sup>9</sup>. Les Etats-Unis avaient leurs propres revendications sur certaines de ces formations maritimes, à savoir Roncador, Serrana et Quitasueño, auxquelles ils n'étaient pas prêts à renoncer, et ils n'entendaient pas que le Nicaragua renonce à ses revendications en faveur de la Colombie. En leur qualité de négociateur pour le Nicaragua, ils n'ont jamais accepté que ces cayes et bancs faisaient de l'archipel de San Andrés. De plus, certaines formations maritimes n'avaient même pas été évoquées lors des négociations précédant le traité parce que la Colombie ne les revendiquait pas à l'époque ; c'était notamment le cas des bancs de Serranilla et Bajo Nuevo.

12. Les quarante années suivant la signature du traité et sa ratification furent relativement calmes. La crise a éclaté lorsque le Nicaragua a accordé des concessions d'exploration pétrolière dans la zone de Quitasueño en 1967-1968. La Colombie a adressé une note de protestation au Nicaragua dans laquelle, pour la première fois après la ratification du traité de 1928, elle affirmait que le 82<sup>e</sup> méridien constituait une frontière maritime. Le Nicaragua a répondu quelques jours plus tard, le 12 juin 1969, pour rejeter cette prétention qui aurait réduit de plus de moitié ses pleins droits à une zone économique exclusive et à un plateau continental.

## II. Rappel de la procédure

13. Monsieur le président, la présente instance, qui a été portée devant la Cour le 6 décembre 2001 par voie d'une requête introduite par le Nicaragua contre la Colombie, a été riche en rebondissements. Tout d'abord, le 28 juillet 2003, la Colombie a soulevé des exceptions préliminaires que la Cour a partiellement rejetées dans son arrêt du 13 décembre 2007. Plus tard, le 25 février et le 6 juin 2010, deux Etats liés par des traités de délimitation maritime avec la Colombie, à savoir le Costa Rica et le Honduras, ont chacun déposé une requête à fin d'intervenir en l'affaire. Dans deux arrêts distincts, tous deux datés du 4 mai 2011, la Cour a rejeté ces requêtes. Ainsi donc, plus de dix ans après que le Nicaragua a déposé sa requête, nous voici enfin arrivés, nous l'espérons, à la dernière ligne droite d'une affaire dont la durée dépasse celle d'instances connues pour leur longueur : *Barcelona Traction*, et, plus récemment, *Cameroun c. Nigeria*.

---

<sup>9</sup> *Ibid.*, vol. I, p. 98-107, par. 2.82-2.101.

17

14. La Cour se souviendra que, dans sa requête du 6 décembre 2001 et dans le mémoire qu'il a déposé le 28 avril 2003, le Nicaragua examine longuement la question de la validité du traité de 1928 par lequel la Colombie a reconnu la souveraineté du Nicaragua sur la côte des Mosquitos (ou côte caraïbe) et sur les îles du Mais, et le Nicaragua a reconnu celle de la Colombie sur l'archipel de San Andrés<sup>10</sup>. Dans son mémoire, il se penche sur la question de l'*uti possidetis iuris* au moment de l'indépendance vis-à-vis de l'Espagne, la question de la souveraineté devant être tranchée sur cette base si le traité devait être considéré comme non valide<sup>11</sup>.

15. Concernant la question de la délimitation maritime, le Nicaragua part du postulat que toutes les îles et tous les îlots situés sur son plateau continental face à sa côte devraient lui être attribués. Une solution simple, et qui semblait équitable à l'époque, a été proposée : le tracé d'une frontière maritime unique située à équidistance entre les côtes continentales des Parties. Le Nicaragua se serait vu attribuer un plateau continental et une colonne d'eau s'étendant légèrement au-delà de la zone économique exclusive de 200 milles marins mesurés à partir de son territoire continental. La Colombie aurait obtenu le même résultat. L'objectif n'était pas que ces îles soient attribuées au Nicaragua ou à la Colombie, mais que la situation géographique générale, dans toutes les circonstances pertinentes connues du Nicaragua à l'époque, soit prise en considération<sup>12</sup>.

16. La Colombie a soulevé des exceptions préliminaires à la compétence de la Cour et à la recevabilité de la requête du Nicaragua le 28 juillet 2003 ; la Cour a rendu son arrêt sur cette question le 13 décembre 2007.

17. Dans son arrêt, la Cour a retenu l'une des exceptions d'incompétence soulevée par la Colombie en ce qu'elle avait trait à la souveraineté sur les îles de San Andrés, Providencia et Santa Catalina, mais l'a rejetée en ce qu'elle avait trait à la souveraineté sur les autres formations maritimes en litige et à la délimitation maritime entre les Parties telle que proposée par le Nicaragua. La Cour a également conclu que le traité de 1928 et le protocole de 1930 n'avaient pas opéré de délimitation générale de la frontière maritime entre la Colombie et le Nicaragua, et que, par conséquent, le 82<sup>e</sup> méridien ne constituait pas une ligne de délimitation.

---

<sup>10</sup> MN, vol. I, p. 108-124, par. 2.102-2.138.

<sup>11</sup> MN, vol. I, p. 15-58 ; par. 1.1-1.122.

<sup>12</sup> MN, vol. I, chap. III, p. 185-263, par. 3.1-3.147.

18

18. Après l'arrêt de la Cour sur les exceptions préliminaires, la Colombie a finalement déposé son contre-mémoire le 11 novembre 2008, soit cinq ans et demi après avoir reçu le mémoire du Nicaragua. C'était la première fois que le Nicaragua recevait un document officiel exposant la position de la Colombie sur la délimitation. Jusqu'alors, — et depuis que le différend sur la délimitation avait surgi en 1969 — la Colombie avait soutenu que la ligne de délimitation suivait le 82<sup>e</sup> méridien.

19. Maintenant, après l'arrêt de 2007, la Colombie formule des revendications encore plus absurdes. M. Reichler les examinera demain. Pour le moment, je me bornerai à souligner qu'en se fondant sur l'archipel de San Andrés, qui a une superficie totale de 42 km<sup>2</sup> et un littoral de 20 km faisant face à la côte nicaraguayenne longue de plus de 450 km, la Colombie revendique une ligne de délimitation qui lui attribuerait près de 90 % du plateau continental du Nicaragua et près de 75 % de la zone économique exclusive de celui-ci. Pour vous donner une idée de la manière dont la Colombie essaie d'étendre son emprise sur les Caraïbes à partir de quelques rochers, je vous invite à examiner cette figure extraite de sa duplique<sup>13</sup>. Du fait de cette revendication territoriale de 42 km<sup>2</sup>, la Colombie prétendait à un espace maritime de plusieurs centaines de milliers de kilomètres carrés dans la mer des Caraïbes.

20. La Cour ayant limité sa compétence à certaines questions dans son arrêt de 2007, le Nicaragua a dû adapter ses conclusions initiales lorsqu'il a déposé sa réplique.

21. Dans sa duplique, la Colombie prétend que le Nicaragua refuse d'accepter l'arrêt de la Cour sur les exceptions préliminaires. Il s'agit là d'une interprétation fallacieuse des déclarations faites par le Nicaragua dans sa réplique. Le Nicaragua s'est toujours conformé aux arrêts de la Cour et compte en faire autant pour celui qui sera rendu au fond de la présente affaire. C'est pour cette raison qu'il est ici aujourd'hui.

22. En accusant à tort le Nicaragua de refuser de se conformer à l'arrêt de la Cour, la Colombie tente de dissimuler son propre refus, qui est avéré, factuel et incontestable. La Cour a en effet clairement indiqué que le 82<sup>e</sup> méridien ne constituait pas une frontière maritime :

---

<sup>13</sup> Figure CAG-1 reproduite sous l'onglet 1 du dossier des juges (réalisée à partir de la figure CR 4.4, carte vol. II, p. 98).

«En conséquence, après avoir examiné les arguments présentés par les Parties et les éléments qui lui ont été soumis, la Cour conclut que le traité de 1928 et le protocole de 1930 n'ont pas opéré de délimitation générale des espaces maritimes entre la Colombie et le Nicaragua.» (*Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie), exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. recueil 2007*, p. 869, par. 120.)

19

### III. La volonté persistante de la Colombie d'imposer le 82<sup>e</sup> méridien

23. Depuis le prononcé de l'arrêt, la Colombie persiste à vouloir imposer ce méridien comme ligne de délimitation au motif qu'il préserverait le *statu quo* — position qu'elle a officiellement confirmée dans une lettre du 29 février 2008 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, rédigée en ces termes :

«la Colombie s'est limitée à maintenir soigneusement le *statu quo* qui prévalait depuis le 6 décembre 2001, date de dépôt de la requête du Nicaragua auprès de la Cour.

A cet égard, ... [e]lle continue de son côté de prendre les mesures de routine nécessaires pour que tout navire de pêche que ses opérations conduiraient à l'est de cette limite ait l'agrément des autorités compétentes colombiennes.»<sup>14</sup>

Tout navire surpris dans cette zone sans permis de pêche était donc arrêté. Cette situation perdure aujourd'hui.

24. Le dernier incident en date concerne un navire affrété par l'organisme nicaraguayen chargé des questions de pêche (INPESCA), à bord duquel se trouvaient notamment des membres du ministère nicaraguayen de l'environnement et des ressources naturelles (MARENA) et de l'Institut nicaraguayen d'études territoriales (INETER). Cette mission avait pour objet de collecter des données scientifiques de nature générale sur les zones caraïbes étroitement liées au Nicaragua. Le gouvernement avait également chargé l'équipe scientifique de vérifier, dans la région de Quitasueño, l'exactitude des informations collectées par la Colombie dans le cadre de deux expéditions antérieures, lesquelles sont décrites dans le contre-mémoire et la duplique de la Colombie.

25. Le Nicaragua pensait que la Colombie accueillerait favorablement une telle initiative puisque si les études colombiennes de la zone de Quitasueño produites en l'affaire étaient exactes, les vérifications du navire nicaraguayen viendraient les confirmer. Toutefois, alors que l'expédition scientifique était déjà en cours, le capitaine du navire nicaraguayen a été informé que la marine colombienne avait été appelée par canal ouvert. A la lumière de cette information et de

---

<sup>14</sup> DN, vol. II, p. 16, annexe 6.

20

la note de protestation adressée à la Cour le 22 février 2012, quelques jours après que le navire eut quitté le port, les autorités nicaraguayennes estimèrent préférable d'interrompre la mission scientifique et technique pour éviter le risque d'un grave incident international. Ce n'est donc pas une vague inquiétude mais la prudence qui a dicté cette décision, justifiée par les actes de harcèlement et d'agression auxquels se livrait depuis bien longtemps la marine colombienne à l'encontre des navires nicaraguayens croisant à l'est du 82<sup>e</sup> méridien<sup>15</sup>.

26. Dans la note de protestation qu'elle a adressée à la Cour concernant l'expédition scientifique nicaraguayenne, la Colombie indique que

«[c]es activités contraires aux relations de bon voisinage et menées à des fins de provocation, quelques semaines à peine avant l'ouverture des audiences sur le fond en l'affaire, avaient à l'évidence été planifiées ; elles menacent le *statu quo* qui régnait dans la zone en litige au moment du dépôt de la requête du Nicaragua à l'encontre de la Colombie, le 6 décembre 2001...»<sup>16</sup>.

27. Le contenu de cette note colombienne appelle deux commentaires :

- i) La Colombie qualifie la mission d'étude conduite par le Nicaragua dans la zone de Quitasueño d'«activité menée à des fins de provocation» ; or, cela implique que toute tentative du Nicaragua visant à vérifier, *in situ*, les études réalisées par la Colombie pour les besoins de sa propre cause serait qualifiée de provocation.
- ii) La Colombie conteste le caractère définitif et irrévocable de l'arrêt du 13 décembre 2007, par lequel la Cour a jugé que le 82<sup>e</sup> méridien ne constituait pas la frontière maritime. Elle considère que cet arrêt n'a pas remis en cause ce qu'elle appelle le «*statu quo* de 2001», se référant probablement à la situation qu'elle a établie par la force dès 1969, à savoir que tout navire nicaraguayen traversant le 82<sup>e</sup> méridien est capturé par la marine colombienne, et doit payer pour obtenir la main levée — le Nicaragua n'ayant d'autre recours, encore aujourd'hui, que d'élever une protestation.

28. Bien que l'expédition scientifique nicaraguayenne à Quitasueño ait été abandonnée, il existe suffisamment de données sur la zone pour pouvoir déterminer quelle est la situation réelle de ce banc. M. Alex Oude Elferink analysera très précisément ces informations, ainsi que celles qui ont été présentées à la Cour par la Colombie.

---

<sup>15</sup> MN, vol. I, p. 159-162, par. 2.215-2.222 ; RN, vol. I, p. 34-43, par. 15-19, p. 226-227, par. 7.20.

<sup>16</sup> Note du 23 février 2012, enregistrée au Greffe de la CIJ sous la référence 139728.

#### IV. Le traité de 1972 entre les Etats-Unis et la Colombie : statut de Quitasueño

29. Je tiens à rappeler que le différend entre le Nicaragua et la Colombie est né, comme je l'ai indiqué, lorsque celle-ci s'est élevée, en 1969, contre une concession d'exploration pétrolière accordée par le Nicaragua, précisément dans la zone de Quitasueño.

21

30. Le 8 septembre 1972 — soit peu de temps après le début du différend avec le Nicaragua —, la Colombie signa un traité avec les Etats-Unis, en vertu duquel ceux-ci renonçaient «à faire valoir toute prétention de souveraineté sur Quita Sueño, Roncador et Serrana». Afin d'éviter toute erreur dans l'interprétation des prétentions nicaraguayennes sur ces cayes, les autorités américaines spécifiaient ce qui suit :

«[le traité] ... ne concerne pas ni remet en cause ni ne vise à remettre en cause le bien-fondé d'une revendication ou difficulté quelle qu'elle soit du Nicaragua vis-à-vis de la Colombie. Nous souhaitons uniquement abandonner tous droits que nous avons pu acquérir en vertu de l'accord antérieur de 1928 avec la Colombie»<sup>17</sup>.

31. Dans le cadre de ce traité furent également échangées des notes diplomatiques par lesquelles les Etats-Unis confirmèrent que Quitasueño était, selon eux, une zone immergée en permanence. L'une de ces notes indique ainsi que la décision d'accorder à la Colombie la propriété du phare de Quitasueño «est soumise à la condition que cela se fasse sans préjudice de leur argumentation juridique en vertu de laquelle l'exercice de la souveraineté ne s'applique pas à Quitasueño, qui est submergé en permanence à marée haute.»<sup>18</sup>

32. Deux observations peuvent être formulées à la lumière de ce traité et de l'échange de notes diplomatiques qui l'a suivi ainsi que des précisions apportées par les autorités américaines.

33. Il convient, en premier lieu, de souligner que le phare de Quitasueño avait été construit par les Etats-Unis, qui en avaient assuré l'entretien jusqu'à ce qu'ils renoncent à leurs prétentions sur cette zone en vertu du traité signé avec la Colombie en 1972 et ratifié par le sénat américain en septembre 1981. Il semblerait logique que l'Etat ayant construit le phare et veillé à son entretien pendant plusieurs décennies dispose d'informations claires quant à la zone en question.

34. En second lieu, l'état réel de Quitasueño est un fait d'ordre physique, vérifiable sur le terrain. La question évidente qui se pose est la suivante : pourquoi la Colombie n'a-t-elle pas présenté d'étude de la zone aux Etats-Unis ni insisté pour que le statut de Quitasueño soit vérifié ?

---

<sup>17</sup> MN, vol. I, p. 137-138, par. 2.168 et vol. II, annexe 82, p. 265.

<sup>18</sup> MN, vol. II, annexe 32a, dans par. 3, p. 117-118.

Aujourd'hui, la Colombie adopte devant la Cour une attitude différente. Elle sait que, en raison des canonnières colombiennes, le Nicaragua n'est pas en mesure de réaliser une étude de la zone digne de ce nom.

22

35. Il est d'autant plus surprenant, au vu de la position catégorique des Etats-Unis selon laquelle Quitasueño est une zone immergée à marée haute, qu'un ancien membre du service géographique du département d'Etat des Etats-Unis travaillant aujourd'hui sous contrat pour le Gouvernement colombien, vient présenter, au stade final de cette affaire, un rapport modifiant la géographie de la zone<sup>19</sup>. La figure 3.2 contenue dans la duplique de la Colombie, à la page 102, fait immédiatement apparaître le manque de sérieux des prétentions formulées par la Colombie sur le fondement de cette étude<sup>20</sup>. En effet, une mer territoriale de 12 milles marins autour de Quitasueño couvrirait une superficie de 3577 kilomètres carrés, soit une zone plus vaste que la Hollande-Méridionale, et ce, sur la seule base de quelques rochers affleurant à peine.

#### V. Le changement de position allégué par la Colombie

36. Dans sa duplique, la Colombie affirme que la réplique du Nicaragua constitue un «changement de position radical»<sup>21</sup>. C'est une contre-vérité. Sur la question de la souveraineté, le Nicaragua ne pouvait continuer, après l'arrêt de 2007, à soutenir devant la Cour que le traité de 1928 n'était pas valide et qu'il avait souveraineté sur les îles de San Andrés, Providencia et Santa Catalina. Sur la question de la délimitation maritime, le Nicaragua n'a pas modifié la demande qu'il a initialement présentée à la Cour pour que soit déterminée sa frontière maritime avec la Colombie.

37. Sur la question de la souveraineté, le Nicaragua fonde sa position, dans sa réplique, sur les termes du traité de 1928 que la Cour a déclaré valide en la présente espèce. La Colombie reconnaissait par ce traité «la souveraineté pleine et entière» du Nicaragua sur sa côte des Mosquitos ou côte caraïbe. Cela signifie que le Nicaragua peut revendiquer toute formation

---

<sup>19</sup> DC, vol. II, appendice 1.

<sup>20</sup> Figure CAG-2, onglet n° 2 du dossier des juges.

<sup>21</sup> DC, vol. I, p. 3.

considérée comme dépendant de cette vaste côte continentale au moment de l'indépendance, à l'exception des îles de Santa Catalina, Providencia et San Andrés.

38. En revanche, le Nicaragua estime que la Colombie ne saurait revendiquer que les formations maritimes dont elle peut prouver qu'elles font partie de l'archipel établi dans le traité de 1928. La Colombie a beau soutenir qu'il s'agit d'un transfert de la charge de la preuve du demandeur au défendeur, elle a elle-même admis dans le contre-mémoire que

**23**

«[la Cour] a néanmoins reconnu que l'ensemble de l'archipel appartenait à la Colombie. Tout ce que la Colombie doit établir au stade de l'examen au fond, c'est que les cayes en question font bien partie de l'archipel.»<sup>22</sup>

C'est précisément ce qu'elle n'a pas établi devant la Cour, comme M. Remiro le montrera cet après-midi.

39. Avant de clore la question de la souveraineté, permettez-moi d'évoquer brièvement un aspect de la question du 82<sup>e</sup> méridien, sur lequel reviendra M. Pellet. Non contente de feindre d'ignorer l'arrêt de la Cour selon lequel ce méridien n'était pas une ligne de délimitation, la Colombie tente de faire de ce dernier une circonstance pertinente. C'est une demande assez curieuse. La Colombie semble prétendre qu'une ligne de délimitation arbitraire imposée par la force devrait être considérée comme une circonstance pertinente aux fins de la délimitation.

40. Le Nicaragua convient que le 82<sup>e</sup> méridien revêt une certaine importance dans le contexte de la présente délimitation maritime, même si ce n'est pas dans le sens allégué par la Colombie. Le méridien est pertinent pour les raisons suivantes :

- i) La Colombie empêche arbitrairement le Nicaragua d'accéder à toutes les zones maritimes situées à l'est de ce méridien et de les exploiter, ce qui cause un préjudice matériel au Nicaragua, que la Colombie est tenue de réparer. Le Nicaragua ne demande toutefois qu'à obtenir satisfaction à raison de cet acte illicite sans prétendre à une indemnisation.
- ii) Attribuer les zones situées à l'ouest du 82<sup>e</sup> méridien à la Colombie, alors qu'elle recourt à la force pour empêcher le Nicaragua de franchir ce méridien depuis qu'elle l'a revendiqué comme frontière maritime en 1969, tournerait en ridicule le principe de la bonne foi. Le droit international précise que le résultat d'une délimitation maritime doit être équitable. Or, l'équité

---

<sup>22</sup> CMC, vol. I, p. 6, par. 1.9.

suppose la bonne foi. A cet égard, je rappellerai ce que le Nicaragua a indiqué dans sa réplique :

«Au cas où une limite serait déterminée qui accorderait à la Colombie des zones allant au-delà de ses prétentions les plus extrêmes, qui ont été imposées au Nicaragua par la force pendant un demi-siècle, un tel résultat serait certainement déconcertant pour tous les Nicaraguayens qui s'attendent à une solution équitable.»<sup>23</sup>

**24**

41. Dans sa duplique, la Colombie fait valoir que s'il est exact qu'elle a capturé des bateaux nicaraguayens à l'est du 82<sup>e</sup> méridien, le Nicaragua a lui-même capturé des bateaux colombiens à l'ouest de ce méridien. D'après la Colombie, ce qui précède fait du méridien une limite convenue. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il s'agit d'un sophisme. Le Nicaragua ne cesse d'appréhender des narcotrafiquants colombiens sur le continent et partout où ses forces de sécurité sont habilitées à intervenir. La seule vérité contenue dans cet argument, c'est que la Colombie n'entrave généralement pas les activités nicaraguayennes à l'ouest du méridien ; par ailleurs, le Nicaragua s'est élevé à maintes reprises contre le blocus maritime à l'est du méridien, et ce, depuis que la Colombie l'a revendiqué comme frontière maritime pour la première fois.

42. Dans sa duplique, la Colombie conteste également le prétendu «changement de position radical» du Nicaragua au sujet de la délimitation. C'est une critique injustifiée, car le Nicaragua a le droit de modifier ses conclusions dès lors qu'elles s'inscrivent dans le cadre de l'objet de la demande adressée à la Cour. S'il fallait que les conclusions soient immuables, il faudrait modifier le Règlement de la Cour, le paragraphe 4 de l'article 49 par exemple, qui dispose que «[t]oute pièce de procédure énonce les conclusions de la partie qui la dépose, au stade de la procédure dont il s'agit ... ou confirme les conclusions déjà présentées» ; et le paragraphe 2 de l'article 60 qui prévoit que «[à] l'issue du dernier exposé présenté par une partie au cours de la procédure orale, l'agent donne lecture des conclusions finales de cette partie...». C'est bel et bien des conclusions finales qu'il s'agit, et pas nécessairement des conclusions formulées dans la requête. Le Nicaragua présentera ses conclusions finales le 1<sup>er</sup> mai prochain.

43. Sur le fond, ce que le Nicaragua demandait initialement à la Cour, et qu'il lui demande toujours, c'est que l'ensemble des zones maritimes du Nicaragua et de la Colombie soient délimitées conformément au droit international ; c'est-à-dire d'une manière qui garantisse aux

---

<sup>23</sup> RN, vol. I, p. 233, par. 7.30, vi.

25

Parties un résultat équitable. Concernant les îles et les autres formations maritimes, le seul résultat équitable serait de les enclaver dans le plateau continental et la zone économique exclusive du Nicaragua si la Cour estime qu'elles appartiennent à la Colombie. Dans son mémoire comme dans sa réplique, le Nicaragua a toujours maintenu cette position, et il existe une abondante jurisprudence de la Cour et des tribunaux internationaux qui confirme l'équité d'un tel résultat. Par ailleurs, la délimitation d'un plateau maritime physique qui s'étend au-delà de la zone de 200 milles marins d'un Etat et qui chevauche le plateau continental juridique et physique d'un autre Etat à l'intérieur de la zone de 200 milles marins de cet Etat est une question qui n'a pas été directement posée à la Cour jusqu'à présent. Il existe plusieurs manières de parvenir à une délimitation équitable des plateaux continentaux dans les circonstances particulières de l'espèce. MM. Lowe et Pellet auront quelques commentaires instructifs à partager sur ce point.

44. Mais quelle que soit la méthode ou la procédure que suivra la Cour pour effectuer la délimitation, le Nicaragua souhaite qu'aucune zone maritime ne reste à délimiter entre lui-même et la Colombie. C'est là le principal objectif du Nicaragua depuis qu'il a introduit sa requête en l'espèce.

45. Monsieur le président, ce n'était là qu'un aperçu de l'affaire *Nicaragua c. Colombie*. La plaidoirie du Nicaragua s'articulera comme suit. Cet après-midi, M. Alex Oude Elferink s'exprimera sur le contexte géographique et M. Antonio Remiro Brotóns traitera la question de la souveraineté ; pour clore la séance, M. Alain Pellet donnera des explications sur l'étendue du groupe d'îles identifié dans le traité de 1928 comme «l'archipel de San Andrés» et ce qui en découle. Il expliquera aussi pourquoi le 82<sup>e</sup> méridien a perdu de son importance depuis l'arrêt rendu par la Cour en 2007.

46. Demain matin, le M. Robin Cleverly prendra la parole en premier ; il décrira le plateau continental étendu du Nicaragua et évoquera les problèmes techniques rencontrés pour le délimiter. Ensuite, M. Vaughn Lowe traitera les questions juridiques soulevées par la délimitation du plateau continental naturel du Nicaragua par rapport à celui de la Colombie. La séance du matin s'achèvera avec M. Alex Oude Elferink, qui analysera et décrira les formations maritimes situées sur le plateau continental du Nicaragua.

47. La séance de demain après-midi commencera avec M. Alain Pellet, qui rappellera le traitement réservé aux îles et autres formations maritimes dans toutes les affaires judiciaires et arbitrales portant sur des cas de délimitation maritime similaires à la présente espèce. Enfin, M. Paul Reichler analysera la méthode de délimitation maritime suggérée par la Colombie et la contestera en insistant sur le caractère inéquitable du résultat que la Colombie propose.

48. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs de la Cour, je vous remercie de votre attention. Je vous prierais de bien vouloir appeler M. Oude Elferink.

Le **PRESIDENT** : Merci, M. Argüello Gómez, d'avoir commencé le tour de plaidoirie du Nicaragua. Je donne à présent la parole à M. Oude Elferink. Vous avez la parole, Monsieur.

26

M. OUDE ELFERINK :

#### **LES ÉLÉMENTS GÉOGRAPHIQUES PERTINENTS AUX FINS DE LA DÉLIMITATION MARITIME**

1. Je vous remercie Monsieur le président. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs de la Cour, j'ai le grand plaisir et l'honneur de plaider de nouveau devant vous au nom du Gouvernement de la République du Nicaragua.

2. Monsieur le président, les deux questions que j'aborderai aujourd'hui seront, tout d'abord, celle des côtes continentales pertinentes des Parties, puis celle des îles et autres formations maritimes qui sont situées entre les côtes continentales du Nicaragua et de la Colombie.

#### **Les côtes pertinentes**

3. Monsieur le président, les Parties ont jusqu'à présent émis des vues très divergentes sur les éléments géographiques pertinents. Pour le Nicaragua, les côtes à retenir aux fins de la délimitation du plateau continental sont celles de sa propre masse terrestre et de celle de la Colombie, qui apparaissent maintenant à l'écran<sup>24</sup>. Cette relation s'explique par le fait que le Nicaragua a droit à un plateau continental au-delà de 200 milles marins<sup>25</sup>. Je reviendrai sur ce point dans un instant.

---

<sup>24</sup> Figure AOE1-1, onglet 3 du dossier des juges.

<sup>25</sup> Voir RN, p. 83-88, par. 3.24-3.33, et p. 91-93, par. 3.41-3.46 ; et RN, vol. II, figure 3-9.

4. Même si nous acceptons ce que prétend la Colombie, à savoir qu'il n'est pas possible de traiter la question de la délimitation du plateau continental au-delà de 200 milles marins, il reste que la délimitation entre le Nicaragua et la Colombie ne porte que sur la zone des 200 milles marins et que la côte continentale du Nicaragua demeure donc celle dont il faut tenir compte aux fins de la délimitation. La côte continentale de la Colombie ne joue ici aucun rôle. Comme mon collègue Paul Reichler l'expliquera demain, la zone maritime pertinente aux fins d'une délimitation en l'espèce se situe entre la côte continentale du Nicaragua et la limite de 200 milles marins mesurée à partir des lignes de base du Nicaragua<sup>26</sup>. Un certain nombre d'îles et d'îlots sont situés dans cette zone, qui sont sans importance par rapport à la côte continentale du Nicaragua. En pareille situation, le moyen de parvenir à une délimitation équitable consiste à enclaver ces îles dans une mer territoriale de 12 milles marins au minimum, comme le montrera mon collègue Alain Pellet.

27

5. La Colombie veut faire croire à la Cour que la délimitation en question ne met en jeu que des îles et lui demande de ne se préoccuper que de la zone située entre elles. Ce raisonnement laisse à désirer pour deux raisons interdépendantes : il ne tient compte ni de la pertinence des côtes continentales du Nicaragua et de la Colombie aux fins de la délimitation, ni du fait que la zone maritime pertinente s'étend jusqu'à l'est des îles de San Andrés et Providencia.

6. Monsieur le président, comme je viens de le dire, le Nicaragua soutient que la zone maritime pertinente aux fins de la délimitation du plateau continental se situe entre les côtes continentales des Parties, et ce, parce que le Nicaragua a droit à un plateau continental de plus de 200 milles marins. Le plateau continental du pays défini conformément à l'article 76 de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer et le droit international coutumier chevauche la zone de 200 milles marins s'étendant à partir de la côte continentale de la Colombie. Sur l'écran, nous voyons maintenant une figure, qui est l'onglet 5 du dossier des juges (AOE1-3), et qui représente l'étendue du plateau continental du Nicaragua. L'article 76 de la convention de 1982 dispose que le plateau continental d'un Etat côtier s'étend jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à 200 milles marins. Le même article prévoit que l'Etat côtier se trouvant

---

<sup>26</sup> Figure AOE1-2, onglet 4 du dossier des juges.

dans le premier cas fixe la limite extérieure de son plateau continental en traçant des lignes droites. Le Nicaragua a présenté des informations préliminaires sur ces limites extérieures au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies conformément aux dispositions de la convention de 1982<sup>27</sup>. Ces limites extérieures sont indiquées sur la figure qui est à l'écran. Des précisions supplémentaires sur la question vous seront fournies par M. Robin Cleverly au cours de ce premier tour de plaidoiries du Nicaragua.

7. La limite extérieure de la marge continentale du territoire de la Colombie ne va pas jusqu'à 200 milles marins. Si l'on traçait des lignes pour la définir conformément aux dispositions des paragraphes 4 à 7 de l'article 76 de la convention de 1982, celles-ci seraient situées à nettement moins de 200 milles marins de cette côte continentale<sup>28</sup>. En pareil cas, l'article 76 habilite l'Etat côtier à fixer la limite extérieure du plateau continental à 200 milles marins de la ligne de base à partir de laquelle la largeur de la mer territoriale est mesurée<sup>29</sup>. Comme le montre la figure à l'écran<sup>30</sup>, il y a un chevauchement considérable entre les zones de plateau continental auxquels ont droit le Nicaragua et la Colombie.

28

8. Une fois établis l'étendue des plateaux continentaux du Nicaragua et de la Colombie ainsi que leur chevauchement, il reste à déterminer ce qui constitue les côtes continentales pertinentes. Le Nicaragua ne cesse d'affirmer que l'intégralité de sa côte continentale et les îles qui la longent se trouvent face à la zone maritime pertinente et doivent entrer en ligne de compte aux fins de la délimitation à laquelle la Cour est priée de procéder<sup>31</sup>. Mesurée en droite ligne, cette côte s'étend sur 453 kilomètres<sup>32</sup>. Comme le montre bien la figure à l'écran<sup>33</sup>, c'est toute la côte continentale du Nicaragua qui se prolonge naturellement et qui doit donc entrer en ligne de compte aux fins de la délimitation du plateau continental avec la Colombie.

---

<sup>27</sup> Informations préliminaires indicatives sur les limites extérieures du plateau continental et description de l'état d'avancement d'une proposition à la Commission des limites du plateau continental ; République du Nicaragua ; août 2009 (disponible sur [http://www.un.org/Depts/los/clcs\\_new/submissions\\_files/preliminary/nic\\_preliminary\\_information2010.pdf](http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/preliminary/nic_preliminary_information2010.pdf)).

<sup>28</sup> Voir RN, p. 83-88, par. 3.24-3.33 et p. 91-93, par. 3.41-3.46 et RN, vol. II, fig. 3-9 ; fig. AOE 1-4, onglet 6 du dossier des juges.

<sup>29</sup> Figure AOE 1-5, onglet 7 du dossier des juges.

<sup>30</sup> Figure AOE 1-6, onglet 8 du dossier des juges.

<sup>31</sup> MN, p. 261, par. 3.138 ; RN, p. 70, par. 2.19.

<sup>32</sup> RN, p. 70, par. 2.19. Figure AOE 1-7, onglet 9 du dossier des juges.

<sup>33</sup> Figure AOE 1-8, onglet 10 du dossier des juges.

9. Dans ses pièces de procédure écrites, le Nicaragua indique que la majeure partie de la côte continentale de la Colombie se trouve face à la zone maritime pertinente<sup>34</sup>. Seules les côtes nord-est et sud-est de la péninsule de Guajira n'y font pas face. Mesurée en ligne droite, la côte pertinente de la Colombie fait 715 kilomètres de long<sup>35</sup>, ce qui, en vérité, est peut-être un calcul un peu trop généreux. Le plateau continental auquel ce pays a droit est, comme je viens de le dire, calculé par rapport à la distance de la côte. A l'est, à partir de Cabo de la Aguja, la côte continentale de la Colombie se trouve au-delà de 200 milles marins du plateau continental du Nicaragua. S'il n'est pas tenu compte de cette partie de la côte, la côte continentale pertinente de la Colombie mesurée en ligne droite fait 429 kilomètres de long<sup>36</sup>.

10. Dans sa duplique, la Colombie fait valoir que sa côte continentale n'entre pas en ligne de compte aux fins de la délimitation entre elle-même et le Nicaragua car elle se trouve au-delà de 200 milles marins de la côte continentale de ce dernier<sup>37</sup>. Cette vue repose sur une hypothèse dénuée de fondement, à savoir que le plateau continental du Nicaragua ne s'étend pas au-delà de 200 milles marins.

**29**

11. Si la présente procédure ne portait que sur la délimitation de zones situées à moins de 200 milles marins, la côte continentale de la Colombie ne serait en effet pas pertinente. La Colombie soutient que la côte continentale du Nicaragua ne l'est pas non plus en l'espèce<sup>38</sup>, mais comme elle l'indique elle-même, les îles de San Andrés et Providencia ne sont qu'à une centaine de milles marins de la côte continentale du Nicaragua<sup>39</sup> et San Andrés ne se trouve qu'à 74 milles marins des îles du Maïs qui longent cette côte. Autrement dit, elles se trouvent nettement à l'intérieur de la limite de 200 milles marins qui découle de la côte continentale du Nicaragua et des îles qui la longent.

---

<sup>34</sup> MN, p. 191, par. 3.15 ; RN, p. 65, par. 2.7.

<sup>35</sup> Figure AOE 1-9, onglet 11 du dossier des juges.

<sup>36</sup> Figure AOE 1-10, onglet 12 du dossier des juges.

<sup>37</sup> DC, p. 167, par. 5.22.

<sup>38</sup> DC, p. 184-186, par. 5.45-5.46.

<sup>39</sup> DC, p. 163, par. 5.15.

### **La situation géographique des îles et autres formations dans la zone maritime pertinente**

12. Monsieur le président, j'aimerais à présent donner quelques informations supplémentaires sur la situation géographique des îles situées dans la zone maritime pertinente. Deux groupes d'îles longent la côte continentale du Nicaragua<sup>40</sup>. On trouve, au nord, les Cayos Miskitos ou cayes des Miskitos dont la caye Miskito est la principale. Les cayes des Miskitos sont distantes de moins de 10 milles marins de la côte continentale du Nicaragua. Plus au sud, un chapelet semblable de petites îles longeant la côte continentale du Nicaragua se trouve dans la zone située entre le Rio Grande et Punta de Perlas. Il s'agit des Cayos Perlas et Cayos Man of War, situées entre 3 et 25 kilomètres de la côte continentale du Nicaragua. Plus loin, on trouve la grande île et la petite île du Maïs, qui composent les îles du Maïs, également connues sous les noms espagnols d'Islands del Maiz et Mangles. Elles sont situées approximativement à 26 milles marins de la masse continentale nicaraguayenne. Compte tenu de la présence des Cayos Perlas, la mer territoriale de la masse continentale et celle des îles du Maïs se chevauchent.

30

13. En dehors des îles qui longent la côte continentale du Nicaragua, il existe plusieurs îlots situés en plein cœur de la zone de délimitation entre le Nicaragua et la Colombie<sup>41</sup>. A cet égard, on peut faire une distinction entre les îles reconnues comme appartenant à la Colombie dans le traité conclu en 1928 avec le Nicaragua<sup>42</sup> et les autres îles. L'article premier du traité de 1928 stipule que le Nicaragua reconnaît la souveraineté colombienne sur les îles de San Andrés, Providencia et Santa Catalina ainsi que sur les autres îles et îlots qui font partie de l'archipel de San Andrés. San Andrés, longue de 13 kilomètres environ, est située en face de Punta de Perlas sur la côte continentale du Nicaragua. Elle en est séparée par quelque 190 kilomètres. Providencia se trouve pratiquement au nord de San Andrés et mesure environ 8 kilomètres de long. Les deux îles sont distantes de 85 kilomètres. Providencia est à environ 125 milles marins de la masse territoriale nicaraguayenne. L'île de Santa Catalina est séparée de Providencia par un étroit chenal de 140 mètres. Elle couvre légèrement plus d'un kilomètre carré.

14. L'article premier du traité de 1928 fait également référence à Roncador, Quitasueño et Serrana pour préciser qu'il ne s'y applique pas. M. Remiro Brotóns s'attardera sur les

---

<sup>40</sup> Figure AOE1-11, onglet 13 du dossier des juges.

<sup>41</sup> Figure AOE1-12, onglet 14 du dossier des juges.

<sup>42</sup> MN, vol. II, annexe 19.

conséquences de cette disposition pour la souveraineté sur Roncador et Serrana au cours des présentes plaidoiries. En ce qui concerne Quitasueño, le Nicaragua soutient qu'il s'agit d'un banc en permanence immergé. J'examinerai cette question de manière plus précise au cours de mon second exposé du premier tour de plaidoiries du Nicaragua. Le banc de Quitasueño est situé à l'est des cayes des Miskitos et au nord de Providencia. La distance entre le centre du banc de Quitasueño, d'une part, et la caye Miskito et Providencia, d'autre part, est de 165 kilomètres et 95 kilomètres, respectivement.

15. On trouve quelques petites cayes au-dessus des bancs de Serrana et Roncador. Serrana est à l'est des cayes des Miskitos et au nord-est de Providencia. La distance entre Serrana, d'une part, et les cayes des Miskitos et Providencia, d'autre part, est de 270 et 146 kilomètres, respectivement. Roncador est situé à 85 kilomètres au sud de Serrana.

16. Plusieurs petites cayes dont il est question en l'espèce ne sont pas nommément désignées dans le traité de 1928. M. Remiro Brotóns exposera ce qu'implique l'absence de référence explicite au cours de ce premier tour de plaidoiries. Les cayes d'Albuquerque sont situées à 125 kilomètres à l'est des îles du Maïs et à 35 kilomètres au sud de l'île de San Andrés. Plus à l'est se trouvent les cayes de l'Est-Sud-Est, qui sont à 30 kilomètres de San Andrés et à 162 kilomètres des îles du Maïs. Les formations les plus éloignées sont les cayes situées sur les bancs de Serranilla et Bajo Nuevo, qui sont tous deux situés plein est ou presque par rapport au cap nicaraguayen Gracias a Dios. Serranilla et Bajo Nuevo se trouvent respectivement à 199 et 263 milles marins du cap Gracias a Dios et à 192 et 243 milles marins de la caye Miskito. Ils sont légèrement plus proches de Providencia, à savoir 165 et 205 milles marins respectivement.

31

17. Il apparaît clairement qu'une distance considérable sépare les îles de l'archipel de San Andrés et les autres cayes revendiquées par la Colombie. Le Nicaragua l'a souligné à maintes reprises dans sa réplique<sup>43</sup>. Dans sa duplique, la Colombie continue d'ignorer cette réalité. Elle y a même introduit un nouvel argument pour tenter d'échapper à cette conclusion inévitable. La figure R-7.1 de la duplique que vous voyez à l'écran<sup>44</sup> montre des zones contigües de 24 milles marins autour de toutes les côtes continentales et des îles des Caraïbes occidentales. Comme la

---

<sup>43</sup> RN, p. 68-69, par. 2.14-2.15 et p. 105-110, par. 4.6-4.14.

<sup>44</sup> Figure AOE1-13, onglet 15 du dossier des juges.

Colombie le fait observer dans sa duplique, ces zones de 24 milles marins se chevauchent. La Colombie n'apporte aucun élément prouvant que ce chevauchement est un critère pour évaluer si les îles se trouvent ou non au voisinage l'une de l'autre. La jurisprudence de la Cour va dans le sens contraire. A titre d'exemple, dans l'arrêt qu'elle a rendu en l'affaire de la *Mer noire*, la Cour a jugé que l'île des Serpents était une formation isolée même si elle se trouvait à 20 milles marins de la côte continentale de l'Ukraine (*Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)*, arrêt, *C.I.J. Recueil 2009*, p. 52 et 53, par. 149) et dans la zone qui y est contiguë.

### Conclusions

18. Monsieur le président, voilà qui m'amène à la fin de mon exposé d'aujourd'hui. Permettez-moi d'en rappeler les points essentiels. Premièrement, les plateaux continentaux s'étendant à partir des côtes continentales du Nicaragua et de la Colombie se chevauchent en raison du prolongement naturel du Nicaragua au-delà de 200 milles marins. L'intégralité de la côte continentale du Nicaragua est pertinente aux fins de la délimitation. En ce qui concerne la Colombie, la côte pertinente est la partie occidentale de sa côte continentale jusqu'à Cabo de la Aguja. La zone maritime pertinente est située entre ces deux côtes.

19. Deuxièmement, même si nous acceptons ce que la Colombie soutient, à savoir qu'il est impossible d'envisager la délimitation du plateau continental au-delà de 200 milles marins, il n'en demeure pas moins qu'aux fins d'une délimitation ne concernant que des zones de 200 milles marins, la côte continentale de la Colombie n'entre pas en ligne de compte et que c'est l'intégralité de la côte continentale du Nicaragua qui constitue la côte pertinente. La zone maritime pertinente en l'affaire est située entre la côte continentale du Nicaragua et sa limite des 200 milles marins.

20. Troisièmement, ces deux zones maritimes pertinentes contiennent de nombreuses petites îles. Il s'agit, d'une part, des îles Cayos Miskitos, Cayos Man of War, Cayos Perlas et des îles du Maïs dont l'appartenance au Nicaragua n'est pas contestée. Elles longent la côte continentale du Nicaragua et, aux fins de délimitation, peuvent être considérées comme en faisant partie intégrante. Les autres îles que j'ai décrites sont bien plus éloignées des côtes continentales du Nicaragua et de la Colombie. Aux fins de la délimitation maritime, elles ne peuvent être considérées comme un tout. Il convient donc d'en examiner séparément le rôle.

21. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs de la Cour, ainsi s'achève ma déclaration. Je vous remercie de votre aimable attention. Je vous prie respectueusement de permettre à mon collègue, M. Remiro Brotóns, de poursuivre les plaidoiries au nom du Nicaragua, à moins que vous ne décidiez de faire toute d'abord une pause café. Je vous remercie.

Le PRESIDENT : Je vous remercie, Monsieur Oude Elferink, de votre présentation. La Cour va faire une pause café. L'audience est suspendue pendant vingt minutes et je prie les deux agents de bien vouloir se réunir avec le greffier dès le début de cette pause. L'audience est suspendue.

*L'audience est suspendue de 16 h 5 à 16 h 25.*

Le PRESIDENT : Veuillez vous asseoir. L'audience reprend et j'invite à la barre M. Remiro Brotóns. Monsieur Brotóns, vous avez la parole.

Mr. REMIRO BROTONS:

**SOVEREIGNTY OF NICARAGUA OVER THE "MARITIME FEATURES" AT ISSUE  
IN THE DISPUTE WITH COLOMBIA**

1. Mr. President, Members of the Court, I am most honoured to be appearing before you today to support Nicaragua's claim to sovereignty over the cays at issue in this dispute with Colombia.

**33**

**Competence of the Court in respect of the territorial dispute**

2. Nicaragua devoted 170 pages of its Memorial (out of a total of 260) to issues relating to sovereignty over the Mosquito Coast and the adjacent islands and cays<sup>45</sup>. The principle of *uti possidetis juris* was of fundamental importance in establishing sovereignty, given that Nicaragua had called on the Court to rule that the Bárcenas-Esguerra Treaty of 24 March 1928 was null and void, on the ground that Nicaragua had had no real freedom in terms of consenting to the Treaty. The use of *uti possidetis juris* for the purposes of determining territorial sovereignty had

---

<sup>45</sup>MN, Part I, pp. 13-181.

been agreed by Colombia and the United Provinces of Central America, of which Nicaragua previously formed part, in the Molina-Gual Treaty of 13 March 1825.

3. However, Nicaragua was forced to amend its initial approach following the Judgment of the Court of 13 December 2007. The Court based that Judgment on the premise that the Bárcenas-Esguerra Treaty was valid for the purposes of ruling on the basis of Articles VI and XXXI of the Pact of Bogotá.

4. This had two immediate consequences. First, Nicaragua was no longer able to call on the Court to rule that the 1928 Treaty was null and void. And second, this signalled the end of the debate concerning questions governed with clarity by the Treaty, namely the issue of sovereignty over the islands of San Andrés, Providencia and Santa Catalina, which the Parties acknowledged as being Colombian<sup>46</sup>. In these three cases, sovereignty is based on that same 1928 Treaty, the validity of which cannot be challenged by Nicaragua in these proceedings. *Roma locuta, causa finita est*.

5. That said, the Court ruled that it was competent to decide on: (a) the interpretation of the 1928 Treaty; and (b) aspects of the dispute not governed by the Treaty.

6. The first problem of interpretation that the Treaty posed (and continues to pose), right from the first paragraph of Article 1, which is shown on the screen [slide ARB-1], is the problem of identifying the islands, islets and cays — other than the islands referred to *eo nomine* — that form part of the San Andrés Archipelago. The Parties are not in agreement on this issue<sup>47</sup>.

34

7. Who could possibly be surprised by that fact? Under the Treaty, all maritime features *forming part of the archipelago* belong to Colombia. Conversely, also on the basis of this instrument, all maritime features *not* forming part of that archipelago belong to Nicaragua as appurtenances of the Mosquito Coast. Any sovereignty enjoyed by one party on the basis of *uti possidetis juris* must be considered to be either confirmed or transferred to the other party by the Treaty.

---

<sup>46</sup>*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia), Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, p. 861, paras. 88 and 90.

<sup>47</sup>*Ibid.*, p. 863, paras. 96 and 97.

8. The situation may be somewhat different as regards Roncador, Serrana and Quitasueño, which are maritime features excluded from the scope of the 1928 Treaty pursuant to the second paragraph of Article 1<sup>48</sup>, which is shown on the screen now [slide ARB-2], while a third party, the United States, had an interest in the matter. Given that, as my colleague Alex Oude Elferink will show, Quitasueño is a shoal, I will not concern myself further with this subject, as Quitasueño cannot, by definition, give rise to sovereignty.

### **The 1928 Treaty and the circumstances surrounding its conclusion**

9. Mr. President, Members of the Court, in order correctly to interpret the provisions of the 1928 Treaty, it is necessary to consider the context in which it was concluded. I will not go into the circumstances surrounding the conclusion of the Treaty at this stage. That information can be found in the Memorial of Nicaragua<sup>49</sup>. I should just like to stress that although it was, in formal terms, a sovereign State, Nicaragua was not, at that point in time, free to conclude treaties that ran counter to the interests of the United States. Neither was it able to refuse to conclude treaties that were “recommended” by that country.

10. It was not a matter of chance that the Bárcenas-Esguerra Treaty was the only bilateral treaty concluded between Colombia and Nicaragua between the start of the twentieth century and the fall of the Somoza régime in 1979. The only treaty in 80 years! What is even more telling is that it was the only bilateral treaty concluded by Nicaragua during the presidency of Adolfo Díaz. Or the fact that, of all the bilateral treaties concluded by Nicaragua with other States between 1909 and 1979, more than half were concluded with the United States<sup>50</sup>.

35

11. In the years that followed independence, Nicaragua, having only just survived the incursions by the freebooter, Walker, faced the following situation: the Atlantic coast was the territorial base of the so-called “Miskito Kingdom”, and later the “Mosquitia Reserve”, under the protection of the United Kingdom, from 1844 onwards. It was not until the Altamirano-Harrison

---

<sup>48</sup>*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia), Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, p. 865, para. 104.

<sup>49</sup>MN, paras. 2.24-2.101.

<sup>50</sup>*Libro Blanco de Colombia 1980*, pp. 68-95.

Treaty was signed on 19 April 1905 that the United Kingdom recognized Nicaragua's full sovereignty over the Mosquitia<sup>51</sup>.

12. It was not until it had established control over the Atlantic coast that Nicaragua was able to set its sights on the adjacent islands, occupying the Mangles (Corn Islands) at the end of the nineteenth century and proposing to Colombia that they settle their disputes on the basis of *uti possidetis juris*.

13. Prior to the intervention by the United States in 1927, Nicaragua hoped that the latter would act as a mediator in order that Colombia would consent to a settlement based on the principle of *uti possidetis juris* established in the Molina-Gual Treaty of 1825, which remained in force.

14. The 1928 Treaty is evidence, *inter alia*, of the United States' "position of peculiar responsibility" as regards Nicaragua, to use the expression employed by President Coolidge, a man of few words, when he addressed Congress on 10 January 1927<sup>52</sup>. The United States wanted to resolve the territorial dispute between Nicaragua and Colombia by enshrining the status quo, so that its affairs in the region would not be affected. The Corn Islands had been leased to the United States in 1914<sup>53</sup>. The United States had registered the Roncador and Serrana cays "as appertaining to the United States" under the Guano Act of 1856.

36

15. If Colombia's claim to sovereignty on the basis of *uti possidetis juris* was so clear that it gave it the whole of the Mosquito Coast, one wonders why Colombia did not agree to a settlement on that basis and instead sought to conclude the 1928 Treaty, which gave it significantly less.

#### **Roncador and Serrana in the 1928 Treaty and thereafter**

16. Mr. President, Members of the Court, the situation that I have just described explains clauses such as the second paragraph of Article 1 of the 1928 Treaty concerning Roncador, Serrana and Quitasueño. That provision states that the Treaty does not apply to those maritime features and explains why: because a third party, the United States, had an interest in the matter and was in dispute with Colombia.

---

<sup>51</sup>MN, paras. 1.95-1.101.

<sup>52</sup>MN, para. 2.38.

<sup>53</sup>Chamorro-Bryan Treaty of 5 Aug. 1914.

17. One should not conclude from the text that, had there not been a dispute between the United States and Colombia, Roncador and Serrana would have formed part of the San Andrés Archipelago. The clause excluding those maritime features from the scope of the Treaty was included in the interests of the United States, which had occupied the cays and, as I have said, sought a peaceful territorial settlement that would not interfere with its affairs. The clause was tabled by the United States and negotiated with Colombia, with Nicaragua not participating in the discussion<sup>54</sup>.

18. Had the clause not existed, Roncador and Serrana would have been in the same situation as the other maritime features not referred to in the Treaty and would also have been in dispute. This, then, poses a question of interpretation: did those features form part of the San Andrés Archipelago, or were they instead appurtenances of the Mosquito Coast? In the present circumstances, this is a highly relevant issue.

19. So, Nicaragua did not implicitly relinquish its claim on Serrana and Roncador in the 1928 Treaty. What is more, on 20 November 1927 Manuel Esguerra himself, the Colombian Minister in Managua, wrote to his Ministry of Foreign Affairs and the Colombian Minister in Washington, indicating that Nicaragua's *formal* renunciation of sovereignty over the disputed cays was *indispensable*<sup>55</sup>.

37

20. A hundred years ago the Association for Treaty Studies, established under the auspices of the Ministry of Foreign Affairs (Waijiaobu) of the Government in Beijing, indicated that the interpretation of treaties could not:

“be simply confined to language itself. It is imperative to take account of both the circumstances of the treaty signing and the intention of the treaty signatories. In addition, where national sovereignty is in jeopardy, interpretations must be given in the most strict and narrow way possible. This is the norm observed in international law.”<sup>56</sup>

21. The Nicaraguan authorities believed at that point in time (and later, in the days of the Somozas) that the American eagle would shelter them under its wings. It is said that Franklin

---

<sup>54</sup>MN, paras. 2.151-2.156; CMC, paras. 4.32-4.38.

<sup>55</sup>CMC, Ann. 112; emphasis added.

<sup>56</sup>Waijiaobu, *Waijiaobu tiaoyue yanjiuhui baogao*, Reports of the Association for Treaty Studies of the Foreign Ministry, Beijing, 1913, pp. 45-46, cited in Don Wang, *China's Unequal Treaties. Narrating National History*, Lexington Books, 2005, p. 43 and p. 57.

Delano Roosevelt talked of Anastasio Somoza like one of his children in the Caribbean. Nicaragua would inherit the cays in the event that the United States relinquished them.

22. That would explain the fact that even Somoza — who, after all, never protested against the loss of San Andrés and Providencia — opposed Colombia's moves to amend, in its own interests, the status quo as regards Roncador, Serrana and Quitasueño, which had been agreed in the exchange of notes of 10 April 1928 between Colombia and the United States.

23. Those moves were made, it should be stressed, in 1970, following the start, in 1969, of the dispute concerning the continental shelf between Nicaragua and Colombia, with Colombia daring unilaterally to transform the 82° W meridian into a maritime border and beginning a policy, together with other local Caribbean States, of hemming Nicaragua in and usurping its rights over the continental shelf by means of a deterrent naval presence.

24. Fearing the loss of such rights, Somoza himself expressed reservations and immediately asserted his claim to the cays. This was based on the principle of *uti possidetis juris*, the fact that the cays were much closer to the Mosquito Coast and the fact that the banks on which the cays sat were part of Nicaragua's continental shelf<sup>57</sup>.

38

25. That last fact cannot be ignored. The continental shelf was originally conceived of as the prolongation, beneath the water, of the landmass of the adjacent State<sup>58</sup>. “(The so-called continental shelf),” Colombos wrote in the pioneering years, “is the under-sea extension of the continental territory”<sup>59</sup>. I repeat, *continental territory*.

26. In terms of substance, there is more in this vein. In fact, the United Nations Convention on the Law of the Sea, where it defines a State's continental shelf in Article 76 (1), begins by saying that this “comprises the sea-bed and subsoil of the submarine areas that extend beyond its territorial sea throughout the natural prolongation of its land territory to the outer edge of the continental margin”. Professor Vaughan Lowe will analyse this issue.

---

<sup>57</sup>MN, paras. 2.164-2.177.

<sup>58</sup>Gidel, G., *Mémoire sur le régime de la haute mer*, third section, pp. 53-124, pp. 75 *et seq.* A/CN.4/32; *idem*, *La Plataforma Continental ante el Derecho*, Cuadernos de la Cátedra “Dr. James Brown Scott”, University of Valladolid, pp. 59 *et seq.*

<sup>59</sup>*Higgins and Colombos on the International Law of the Sea*, second edition, revised by C. John Colombos, Longmans, Green and Co. Ltd, London, 1951, p. 57, para. 75A.

27. In any case, despite the relative complexity of the initial concept of the continental shelf, it has never been claimed — neither then, nor now — that the continental shelf is the prolongation beneath the water of rocks, as the definition in the United Nations Convention on the Law of the Sea makes clear<sup>60</sup>. Rocks, a subject that will be considered in greater detail by my colleague Alex Oude Elferink, have no shelf, and it is not inconceivable — in geological terms, not just in terms of language — for them to be regarded as elements that adorn the relevant continental or island shelves, and thus attribute sovereignty to the State to which that coastline belongs, in the absence of a stronger claim to sovereignty by a third party.

28. On 29 September 1916, the Imperial Government of Russia issued a declaration laying claim to a group of uninhabited islands, asserting that they were a “northerly extension of the Siberian continental shelf”<sup>61</sup>. On 4 November 1924, the Soviet Government endorsed this declaration<sup>62</sup>.

39

29. In the present case, Gonzalo Facio, Minister for Foreign Affairs of Costa Rica, adopted a similar position when proclaiming Nicaragua’s sovereignty over the cays on the basis that they form an integral part of its continental shelf<sup>63</sup>.

30. In a situation such as Nicaragua’s, where there is an extended continental shelf, the principle of physical unity confirms that these cays constitute the visible expression of a shelf comprising vast banks. The macro-geographical — and, more precisely, geomorphological — reality is that these cays are part of banks that represent an indivisible part of Nicaragua’s continental landmass. The cays have no independent life separate from the continental shelf from which they emerge.

31. The agreement concluded by the Department of State and Colombia (the Saccio-Vázquez Treaty of 8 September 1972; *res inter alios acta* for Nicaragua, just like the exchange of notes of 10 April 1928) was not approved by the United States Senate while Somoza remained in power.

---

<sup>60</sup>Art. 121 (3) of the Convention.

<sup>61</sup>Lakhtine, W., *Rights over the Arctic*, Moscow, 1928, pp. 43-45. The note, which is drafted in French, is contained in the appendix. *Idem*, “Rights over the Arctic”, 24 *AJIL*, 1930, pp. 703-717 and p. 708. Note Verbale from the Russian Imperial Embassy to Madrid of 25 Oct. 1916 (No 447), reproduced by Azcárraga, J.L., *La Plataforma Submarina y el Derecho Internacional*, Instituto Francisco de Vitoria, CSIC, Madrid, 1952, pp. 93-95 and 235-236.

<sup>62</sup>Lakhtine, W., *op. cit.*, pp. 43-45. The Soviet memorandum is contained in the appendix. *Idem*, *art. cit.*, p. 708.

<sup>63</sup>Note No 68.682 of 18 Oct. 1972 (MN, Vol. II, Ann. 36).

32. When the United States later ratified the agreement with Colombia, it expressly stated that the relinquishment of its claims over the cays, in exchange for certain benefits, did not imply the recognition of Colombian sovereignty. The United States has not commented on the issue of sovereignty. What is more, it has stated that it is not possible to appropriate Quitasueño, as the maritime feature in question is merely a shoal<sup>64</sup>.

33. Given that Nicaragua did not participate in the negotiation of the 1928 Treaty and was forced to accept the outcome, it is entitled to an interpretation that does not prejudice its legitimate hopes.

34. Roncador and Serrana belong to Nicaragua on the basis of *uti possidetis juris*, since, in law, the islands and cays have followed the fate of the adjacent continental coast, as we shall see. In any case, Roncador and Serrana must be viewed in the same way as the other *maritime features* that are not referred to *eo nomine* in the Treaty. Colombia may not like it<sup>65</sup>, but if Roncador and Serrana are not part of the San Andrés Archipelago, they are necessarily appurtenances of the Mosquito Coast.

#### **Sovereignty over the disputed cays in light of the concept of the “San Andrés Archipelago”**

35. Mr. President, Members of the Court, what is the San Andrés Archipelago? Does it include all of the Caribbean islands claimed by Colombia, regardless of their location? Is the Mosquito Coast a *barren* coast which has no islands and, if the Colombians’ covetous claims are to be believed, is even devoid of maritime areas?

36. Let us look first at how Governor O’Neill described it. He refers to five islands, namely San Andrés, Providencia, Santa Catalina, San Luis of Mangle Grande and Mangle Chico, which are “surrounded by several islets and cays of the same type”<sup>66</sup>. This is “the archipelago” at the time of independence.

37. If we look at a map of the region [slide ARB-3] and bear in mind the distances involved and the tiny size of the maritime features at issue, you need a good deal of imagination to consider, as Colombia does, that Roncador and Serrana — let alone Serranilla or Bajo Nuevo —

---

<sup>64</sup>Aide-memoire of 16 July 1981 (MN, paras. 2.167 and 2.175-2.176; CMC, Vol. II-A, Ann. 60).

<sup>65</sup>RC, Vol. I, paras. 1.18 and 2.73.

<sup>66</sup>MN, para. 2.141, RN, para. 1.52.

“surrounded” the islands that Governor O’Neill was referring to, which Lieutenant José del Río had mapped in 1773. The reality of the situation is quite different. The title of that mariner’s report is revealing: “Dissertation on the trip made by order of the King to the islands of San Andrés, Santa Catalina, Providencia and Mangles, on the Mosquito Coast”<sup>67</sup>.

38. It is clear that when O’Neill talked of the “several islets and cays” that “surround” these islands, he was thinking of those located nearby, as all of these islands have coastal reefs. Ignoring the Mangles, which were awarded to Nicaragua by the 1928 Treaty, these are the coastal reefs of San Andrés, Providencia and Santa Catalina, which, given that they surround these islands, form part of the archipelago.

41

39. Moreover, the archipelago does not extend west of the 82° meridian, as agreed in the 1930 Protocol. However, where are the northern and southern ends of the line that denotes the western limits of the archipelago? Professor Alain Pellet will look at this issue in greater detail. In any event, the possibility of this line extending right up to the territory of a third country must be ruled out. The geographical concept of an archipelago (as evoked by the first paragraph of Article 1 of the 1928 Treaty) is decisive here. At that time, with the exception of coastal archipelagos, “archipelago” was not a legal concept. Beyond the San Andrés Archipelago, there is nothing to prevent Nicaragua’s sovereignty from covering the cays situated to the east of the 82° meridian.

40. On 2 August 1927 the United States also asserted, in a note from Assistant Secretary of State Francis White to the Colombian Minister in Washington, that these maritime features did not form part of the San Andrés Archipelago. “It would be well to have it definitively settled that (the cays) were not a part of the San Andrés Archipelago,” White wrote<sup>68</sup>.

41. Serrana and Quitasueño lie at the same latitude as Nicaragua’s Miskito Cays, and nobody has ever asserted that these form part of the San Andrés Archipelago. As for Serranilla and Bajo Nuevo, they lie north of Cape Gracias a Dios, 165 miles and 205 miles respectively from Providencia, the closest of the islands referred to as being Colombian in the 1928 Treaty.

---

<sup>67</sup>MN, Vol. II, Ann. 3.

<sup>68</sup>*Foreign Relations*, I, p. 325 (MN, para. 2.181; *ibid.*, Vol. II, Ann. 73, p. 232).

42. Given the distances involved and the size of these maritime features, Colombia cannot assert that Roncador and Serrana — let alone Serranilla and Bajo Nuevo — are part of the San Andrés Archipelago.

43. The fact that, for political and practical reasons, Colombia has established an administrative unit — labelled “Archipelago of San Andrés (and Providencia) (and Santa Catalina)” — which encompasses all of these maritime features does not prove that, from a historical and geographical point of view, these constitute an archipelago in accordance with the terms agreed by the Parties to the 1928 Treaty. The manner in which such features are described at domestic level cannot have any bearing at international level.

35 44. In fact, the name of that administrative unit has frequently changed. It has also been called the “Territory of San Andrés (and San Luis of Providencia)”, the “Canton of San Andrés”, the “Islands of San Andrés (and Providencia)”, the “Stewardship of San Andrés and Providencia”, and the “Province of San Andrés, Providencia and Santa Catalina”, with each change amending the governance of an area in which, with the exception of the three islands cited, no mention whatsoever is made of the relevant maritime features, apart from the generic reference to “other islands, islets, cays, rocks and banks” belonging to the archipelago (or territory, or canton, or stewardship, or province).

#### ***The uti possidetis juris***

45. Since they are excluded from the archipelago, these maritime features can only belong to Nicaragua, on the basis of the 1928 Treaty itself, or, in the alternative, in accordance with the *uti possidetis juris*, given their greater proximity to the continental coast.

46. It is worth recalling Juan de Solórzano y Pereira’s authoritative words on the islands, which are so troublesome to Colombia<sup>69</sup>: “The property belongs to the inhabitants, but the authority and jurisdiction over those places belong to whoever holds the legitimate title over that

---

<sup>69</sup>CMC, Vol. I, para. 6.13.

sea. And the title over the sea belongs to whoever holds a legitimate title over the nearest mainland.”<sup>70</sup>

47. The maritime features at issue were known about during the colonial era; they were surveyed and described in the sailing directions of the Spanish Navy. However, because they were so small and also uninhabitable, they were not attributed to any of the Crown’s territorial entities. They are not referred to anywhere as a “group”, and certainly not as parts of a San Andrés “archipelago”; therefore, they must be understood as forming part of the nearest continental coast. The fact is that the colonial literature has always spoken of the Mosquito Coast and adjacent islands.

48. Thus, the Royal Decree of 28 June 1568, confirmed in 1680 by Law VI, Title XV, Book II, of the Compilation of the Indies (*Recopilación de las Indias*) and, later, the New Compilation (*Novísima Recopilación*) of 1744, signalled the limits of the *Audiencia de Guatemala* (which was succeeded by Nicaragua among others) as including “the islands adjacent to the coast”<sup>71</sup>.

43

49. Moreover, as the Court observed in 1992, “when the principle of the *uti possidetis juris* is involved, the *jus* referred to is not international law but the constitutional or administrative law of the pre-independence sovereign” (*Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)*, *Judgment*, *I.C.J. Reports 1992*, p. 559, para. 333).

50. In Spanish historical law, as applied to the American territories of the Crown, the notion of *adjacent islands* went far beyond that of *coastal islands* in contemporary international law. That is how the Crown came to deny the existence of *terrae nullius* and to assert sovereignty over a vast expanse of islands and cays, regardless of who occupied them<sup>72</sup>.

---

<sup>70</sup>“*Dominium quidem occupantibus quaeri, superioritatem vero et iurisdictionem huiusmodi locorum ad eum pertinere, qui in illo mari imperium habet; mari autem imperare videri qui in continente proxima imperat...*” Solórzano y Pereira, J. de, *De Indiarum Iure*, Book II, Chaps.1-15; edited and translated into Spanish by J. M. García Añoveros *et al.*, Madrid, 1999, II.6, Nos. 19-22, pp. 186-188).

<sup>71</sup>MN, para. 1.38; RN, para. 1.40.

<sup>72</sup>See the arbitral award of the Swiss Federal Council of 24 March 1922 (*Colombia v. Venezuela*), *RIAA*, Vol. I, p. 227.

51. *Uti possidetis juris*, as projected from the continental coast, was one of the reasons given in the arbitral award of 30 June 1865 for awarding Venezuela sovereignty over the tiny island of Aves, which was located far from the coast and very near to the Dutch island of Saba<sup>73</sup>.

52. In the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea*, the Court, referring to the adjacency argument, noted that the independence treaties concluded by the parties with Spain “refer to adjacency with respect to mainland coasts rather than to offshore islands” (case concerning the *Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)*, *Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, p. 709, para. 164).

53. In this tradition, the successive Constitutions of Nicaragua also used the term “adjacent islands” when defining the national territory<sup>74</sup>.

54. Therefore, the assertion that all the maritime features claimed by Colombia were traditionally a “unit”, already separate from the coast during the colonial era, is completely groundless; it is equally absurd to contend that those same features were all appurtenances of the tiny, remote island of San Andrés, and not of the vast, open Mosquito Coast. It is pure fabrication. Colombia is mistaking its fantasies for reality. Fantasies which came into being after the 1928 Treaty, because, until that time, Colombia had laid claim to the entire *Mosquitia*.

**44**

55. The coast and the adjacent islands had indeed been a unit during the colonial era. It was the 1928 Treaty which separated the destiny of San Andrés, Providencia and Santa Catalina from that of the Mosquito Coast and its adjacent islands.

56. Colombia brazenly assimilates the successive naval explorations of the cays and banks located between Cartagena and Havana to mapping surveys of the “San Andrés Archipelago”, of which there is no mention anywhere. The construction around San Andrés of an insular entity, made up of tiny cays scattered over hundreds of miles, is an artificial one.

---

<sup>73</sup>Lapradelle, P. and Politis, N., *Recueil des arbitrages internationaux*, Vol. II, Paris, 1923, p. 412; Moore, J. B., *International Adjudications, Ancient and Modern*, Modern Series, New York, 1929-1933, Vol. 5, p. 5037; Barandiarán, D. de, *El laudo español de 1865 sobre la isla de Aves*, San Cristóbal, Universidad Católica del Táchira, 1989, pp. 195-201.

<sup>74</sup>Constitution of 11 December 1911, Art. 1, which entered into force on the date of the signing of the 1928 Treaty; Constitution of 21 January 1948 (*Gaceta Oficial*, No. 16, 22 January 1948), Art. 2; Constitution of 1 November 1950 (*Gaceta Oficial*, No. 235, 6 November 1950), Art. 5; Constitution of 14 March 1974 (*Gaceta Oficial*, No. 89, 24 April 1974), Art. 3; Constitution of 19 November 1986 (*Gaceta Oficial*, No. 5, 9 January 1987), Art. 10.

57. Those cays and shoals attracted the attention of the Crown's sailors because of the dangers they posed to navigation. They were responsible for a number of wrecks; their names are unsettling still (*Roncador*, roaring; *Quitassueño*, nightmare), or they evoke the figures of surviving castaways, as was the case with Pedro Serrana, at the beginning of the sixteenth century.

58. By way of example, let us take the 1820 sailing directions of the Spanish Navy, which, alluding to certain of the maritime features in dispute today, state: "we will now say something about the islands and shoals bordering vis-à-vis that coast that are beyond sounding depth"<sup>75</sup>. But which is the coast referred to here? The Mosquito Coast. The maritime features are described in relation to the continental coast, and not in relation to an archipelago which had not been conceived of at that time. They are, therefore, the *islands* and the *cays of the coast*, and not the islands and cays of the archipelago.

#### ***Effectivités versus titles of sovereignty***

59. Mr. President, Members of the Court, Colombia boasts of its *effectivités*. It is necessary to point out, however, that these *effectivités* are limited and belated and, as a title of sovereignty, cannot prevail over the 1928 Treaty, correctly interpreted, or over the residual *uti possidetis juris*.

45

60. As the Court recalled in its Judgment of 8 October 2007, in the absence of a conventional title, or one founded on the *uti possidetis juris*, "[a] sovereign title may be inferred from the effective exercise of powers appertaining to the authority of the State over a given territory"<sup>76</sup>.

61. However, the scope of the *effectivités* in question is conditioned, among other things, by the fact that the acts of domain of one Party, which were consented to by the other, precede the date — the *critical date* — on which the dispute before the Court was crystallized<sup>77</sup>.

62. This date, as the Court has observed, is "the dividing line after which the Parties' acts become irrelevant for the purposes of assessing the value of *effectivités*", because they are "carried out by a State which, already having claims to assert in a legal dispute, could have taken those actions strictly with the aim of buttressing those claims" (case concerning *Territorial and Maritime*

---

<sup>75</sup>CMC, para. 2.45, Vol. II-A, Ann. 172; RN, paras. 160-162.

<sup>76</sup>Case concerning the *Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)*, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II), p. 712, para. 172.

<sup>77</sup>*Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia)*, Judgment, I.C.J. Reports 2002, p. 682, para. 135.

*Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras), Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, pp. 697-698, para. 117).

63. Colombia's presence on the cays in dispute is not *historic*, it is recent. The cays do not feature in earlier governmental acts or administrative practice. In fact, it would appear that in the nineteenth century, the only activity on the cays was that of groups of fishermen and tortoise hunters from the islands — the Cayman Islands in particular, but also Jamaica, San Andrés and the Mangles — who hunted tortoises, collected the eggs of sea birds and used the cays as a temporary refuge during the fishing season, without governmental control or intervention of any kind. The fishermen all believed that the cays belonged to them, without any governmental or sovereign interference.

46 64. However, the Court has found on several occasions that activities by private persons “cannot be seen as *effectivités* if they do not take place on the basis of official regulations or under governmental authority” (*Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia), Judgment, I.C.J. Reports 2002*, p. 683, para. 140; invoked by the Court in the case concerning *Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras), Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, p. 717, para. 194).

65. Towards the middle of the nineteenth century, *guano fever* took hold; guano is a natural fertilizer which, for decades, revolutionized agricultural production and drove adventurers, entrepreneurs and speculators to take to the seas in search of uninhabited islands and cays, where sea bird excrement had been deposited over centuries.

66. Impervious to the subtleties of the law of the Spanish Indies, the *Guano Act* of 1856 aimed to regulate this race, generating revenue for the United States Treasury at the same time. Working from the presumption that an uninhabited cay with no tangible signs of sovereignty was a cay without a master, the United States granted licences for the extraction of guano at Roncador, Serrana and Serranilla. Those cays, like many others, were registered “as appertaining to the United States”, under the *Guano Act*<sup>78</sup>.

---

<sup>78</sup>See Skaggs, J.M., *The Great Guan Rush, Entrepreneurs and American Overseas Expansion*, St. Martin's Griffin, New York, 1994.

67. In spite of the difficulties it faced, Nicaragua was quick to react through diplomatic channels as soon as it became aware of the extraction of guano at Serrana. Mr. Skaggs makes mention of this in his book *The Great Guan Rush, Entrepreneurs and American Overseas Expansion*, published in 1994.

68. It took Colombia more than 20 years to protest against the exploitation of the cays by American nationals under the *Guano Act*. The fact is that it was not until 1890, when Nicaragua occupied the Mangles Islands and Colombia broadened its naval horizons towards the Caribbean islands, that a Colombian *chargé d'affaires* first addressed the Secretary of State, claiming sovereignty over Roncador, without mention of Serrana<sup>79</sup>.

69. The sole point of interest to the authorities was the risk that those maritime features could pose to navigation. And, as we know, it was the United States which addressed that risk.

47

70. Moreover, as the Court observed 10 years ago<sup>80</sup> and reiterated in 2007<sup>81</sup>, legislation and administrative acts can only be taken into consideration as constituting a relevant display of authority “[if they] leave no doubt as to their specific reference” to the territories in dispute.

71. We cannot say that here, however. The list of legal provisions pertaining to the San Andrés Archipelago, produced by Colombia, makes no mention of their application to the cays at issue. Legislation and administrative acts have been of a very general nature, and in no way specific to the cays.

72. In this case, there is no long-standing Colombian practice in respect of the cays at issue. Genuine *effectivités* preceding the date on which the dispute was crystallized, in 1969, have not been established. Colombia’s *effectivités* are but a smokescreen to disguise a void. Consequently, its subsequent activities cannot be considered as the normal continuation of earlier practices; they were carried out with a view to improving its legal position vis-à-vis Nicaragua. Therefore, those *effectivités*, whether real or presumed, are not pertinent to the Court’s decision<sup>82</sup>.

---

<sup>79</sup>Note of 8 December 1890 (CMC, Vol. II, Ann. 26).

<sup>80</sup>*Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia)*, Judgment, I.C.J. Reports 2002, pp. 682-683, para. 136.

<sup>81</sup>*Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)*, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II), pp. 712-713, para. 174.

<sup>82</sup>*Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia)*, Judgment, I.C.J. Reports 2002, p. 682, para. 135.

73. The establishment of naval infantry detachments only began in 1975, some years after the date (somewhere between 1969 and 1972) which Colombia itself considers critical for determining when the dispute arose<sup>83</sup>. It was only in 1977 that Colombia replaced the beacons installed by the United States on Roncador and Serrana, and placed a beacon on Serranilla. Colombia's possession of the cays and its *effectivités* after the crystallization of the dispute cannot prevail over the titles asserted by Nicaragua.

74. Nicaragua had no other means than protest to oppose the — precarious and essentially nominal — occupation of the cays by Colombia. Powerlessness, and not negligence or a lack of interest, explains the absence of *effectivités* on the Nicaraguan side.

75. In short, even though Colombia boasts of the exercise of an effective sovereignty over the cays, the evidence it puts forward is not relevant, either because of its general or rhetorical character, or because it is posterior to the date on which the dispute arose.

48

76. Furthermore, the current situation was not assented to by Nicaragua; on the contrary, it has led to constant protests by the State which has the better title, but which did not have the necessary means at its disposal to demand that that title be respected by a State with superior means on the ground and conducting a policy of “*faits accomplis*”.

77. Today Colombia is illegally occupying an entire area of territory to which Nicaragua, having the better right, is laying claim within the limits established by the Court for the exercise of its jurisdiction.

78. The Court has not hesitated in the past to refuse to accord any legitimizing effect to *effectivités*, such as those now invoked by Colombia, so as to shore up a title of sovereignty in the face of a better title founded on a treaty or on the *uti possidetis juris*.

79. As the Court indicated in the case concerning the *Frontier Dispute* between Burkina Faso and the Republic of Mali, in the event of a conflict between *effectivités* and title, there is good

---

<sup>83</sup>CMC, paras. 5.37 and 5.56.

reason to accord pre-eminence to title<sup>84</sup>. This is logical. Were the Court to do otherwise, it would become the protector of squatters.

80. And the Court has acted accordingly. In its Judgment of 10 October 2002, having decided that the boundary between Cameroon and Nigeria in the Bakassi Peninsula was delimited by Articles XVIII and XX of the Anglo-German Agreement of 11 March 1913, the Court declared that Cameroon had sovereignty over Bakassi. It thus rejected the argument of historical consolidation of a title through long-standing occupation and the Nigerian *effectivités*, because they were contrary to a pre-existing conventional title held by Cameroon; accordingly, Nigeria was unconditionally obliged to withdraw its administrative authorities and security forces from Bakassi<sup>85</sup>.

49 81. The Court also found that the arbitral award made by the King of Spain in 1906, delimiting part of the land boundary between Honduras and Nicaragua, was valid and binding<sup>86</sup>; accordingly, Nicaragua withdrew its administrative authorities from the area in dispute, which was adjudged to belong to Honduras. The *uti possidetis*, as interpreted by the arbitrator, prevailed over Nicaragua's *effectivités*<sup>87</sup>.

### Conclusion

82. In conclusion, Mr. President, Members of the Court, (1) the *maritime features* at issue do not form part of the "San Andrés Archipelago", and (2) Nicaragua holds a title of sovereignty over those features on the basis of the 1928 Treaty, interpreted correctly, and, in the alternative, on the basis of the *uti possidetis juris*.

Mr. President, Members of the Court, I thank you for your courteous attention and, having reached the end of my presentation, I ask, Mr. President, that you kindly give the floor to my

---

<sup>84</sup>*Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali), Judgment, I.C.J. Reports 1986*, pp. 565-566, para. 23; pp. 586-587, para. 63; see also, *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening), Judgment, I.C.J. Reports 1992*, p. 398, para. 61; *Frontier Dispute (Benin/Niger), Judgment, I.C.J. Reports 2005*, p. 120, para. 47.

<sup>85</sup>*Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening), Judgment, I.C.J. Reports 2002*, p. 303.

<sup>86</sup>*Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua), Judgment, I.C.J. Reports 1960*, p. 217.

<sup>87</sup>*Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua), Judgment, I.C.J. Reports 1960*, p. 192.

colleague Alain Pellet, who will address further aspects of the interpretation of the 1928 Treaty and the 1930 Protocol.

The PRESIDENT: Thank you, Mr. Remiro Brotóns. I now give the floor to Professor Alain Pellet. You have the floor, Sir.

Mr. PELLET: Thank you, Mr. President.

**THE 82ND MERIDIAN AND THE DEFINITION OF  
THE SAN ANDRÉS ARCHIPELAGO**

1. Mr. President, Members of the Court, regardless of the “status” of the Treaty of 24 March 1928 — and I will not return to that point — there remains the question of how it, and in particular Article 1 thereof, should be interpreted. This is the question that I am going to attempt to answer.

2. This brief instrument is reproduced in full at tab 21 of the judges’ folder. Article 1 reads:

“The Republic of Nicaragua recognises the full and entire sovereignty of the Republic of Colombia over the islands of San Andrés, Providencia and Santa Catalina and over the other islands, islets and reefs [*cayos* in the original Spanish text] forming part of the San Andrés Archipelago.”

50

3. This provision should be read in conjunction with the statement of the Congress of Nicaragua approving the Treaty’s ratification, to which Colombia agreed<sup>88</sup> and which is mentioned in the Protocol of Exchange of Ratifications of 5 May 1930, the “1930 Protocol”<sup>89</sup>. This is reproduced at tab 22 of the judges’ folder and states:

“The undersigned, in virtue of the full powers which have been granted to them and on the instructions of their respective Governments, hereby declare that the San Andrés and Providencia Archipelago mentioned in the first clause of the said Treaty does not extend west of the 82nd degree of longitude west of Greenwich.”

This interpretative statement, which was agreed by the two States, forms an integral part of the Treaty and constitutes the authentic interpretation of it<sup>90</sup>.

---

<sup>88</sup>*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia), Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, p. 855, para. 64.

<sup>89</sup>MN, Vol. II, Ann. 19.

<sup>90</sup>*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia), Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, pp. 867-868, para. 116; see also p. 855, para. 64.

4. These two provisions essentially raise two separate but related questions, to which I will attempt to reply in turn:

- firstly, what is the meaning of the term “San Andrés Archipelago” in Article 1 of the Treaty?
- secondly, bearing in mind this definition, what “function” have the Parties assigned to the 82°W meridian?

### **Section 1** **The definition of “San Andrés Archipelago”**

5. Mr. President, the first question that needs to be resolved is determining what is covered by the term “San Andrés Archipelago”, which is used in Article 1 of the 1928 Treaty.

6. To answer it, the simplest approach is to refer to *the* famous “general rule of interpretation” of treaties enshrined in Article 31 of the 1969 Vienna Convention and to consider the text and then the context of this provision in the light of its object and purpose as well as the Parties’ subsequent practice.

[Slide No. 1]

51

7. First the text. The 1928 Treaty is brief; nevertheless it teaches us a great deal.

8. Just from reading the key phrase that I cited a moment ago, we already know:

- that the archipelago comprises “the islands of San Andrés, Providencia and Santa Catalina”,
- as well as other “islands, islets and reefs”,
- but that these are limited to . . . those forming part of the archipelago; and that is precisely why it is necessary to ascertain what is encompassed by the term “San Andrés Archipelago” in this case.

9. In this regard we cannot assume, as Colombia does, that the fact that certain documents mention both the San Andrés Archipelago and some of the cays and islets claimed by Colombia makes the latter — the cays — an integral part of the former — the archipelago. Just because a farmer owns cows and sheep it does not mean that he has one single herd, particularly if the cows (here San Andrés) belong to one farmer and the sheep (the other islands) to another.

[Slide No. 1 off; slide No. 2]

10. The wording of the Treaty itself provides two other valuable pieces of information.

11. Firstly, it precludes “Mangle Grande and Mangle Chico Islands in the Atlantic Ocean (Great Corn Island and Little Corn Island)” from being part of the archipelago ceded to Colombia — despite their previously having been regarded as such<sup>91</sup> — which confirms, if it were necessary to do so, that it is impossible to define the San Andrés Archipelago as an archipelago in the geographical sense of the word. At most, it is a group of three small “archipelagos”.

12. The same goes for the reefs of Roncador, Quitasueño and Serrana, as the second paragraph of Article 1 of the Treaty provides: “The present Treaty does not apply to the reefs of Roncador, Quitasueño and Serrana, sovereignty over which is in dispute between Colombia and the United States of America.”

52

13. As the Court observed in its 2007 Judgment, “the meaning of the second paragraph of Article 1 of the 1928 Treaty is clear: this Treaty does not apply to the three maritime features in question” (*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, *Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, p. 865, para. 104), that is, Roncador, Quitasueño and Serrana. It is therefore completely impossible to interpret the expression “San Andrés Archipelago” in the context of the Treaty as including these three features, one of which, moreover, (Quitasueño) is an shoal and not an island.

14. Colombia is undeterred, however, and continues in both its Counter-Memorial and Rejoinder to exploit the paradox and to assert that “the provision is only explicable on the basis that they [that is these three cays] *are* part of the Archipelago”<sup>92</sup>. I do not believe that any further comment is necessary.

[Slide No. 2 off; slide No. 3]

15. The text teaches us a great deal, Mr. President, but so does the context. This is essentially — if not exclusively — the statement adopted by the Congress of Nicaragua and reproduced in the 1930 Protocol. It states that “the San Andrés and Providencia Archipelago mentioned in the first clause of the said Treaty does not extend west of the 82nd degree of

---

<sup>91</sup>See CMC, p. 15, para. 2.5, note 2; see also pp. 52-53, paras. 2.59-2.60; p. 74, para. 2.98; p. 213, para. 4.124; p. 261, para. 5.43 and p. 269, para. 5.56; or RC pp. 65-66, para. 2.61; and POC, p. 25, para. 1.7.

<sup>92</sup>RC, p. 68, para. 2.66; see also: pp. 61-65, paras. 2.56, 2.58-2.59; p. 69, para. 2.68; pp. 81-82, para. 2.91, point 8; and for Quitasueño alone p. 84, para. 3.5; CMC, p. 15, para. 2.5; pp. 60-61, para. 2.78; p. 74, para. 2.98; p. 253, para. 5.27 (in particular); and finally p. 419, para. 10.1.

longitude west of Greenwich”. This is clear: no island lying west of the 82° W meridian forms part of the archipelago within the meaning of the Treaty.

[Slide No. 3 off; slide No. 4]

16. That is crystal-clear, but while it *excludes* a number of islands, it does not provide any definite information about the “islands, islets and reefs” other than the islands “forming part of the “San Andrés Archipelago” that are explicitly mentioned in Article 1. As the Court rightly said in its Judgment on the Preliminary Objections:

“it is clear on the face of the text of the first paragraph of Article I of the 1928 Treaty that its terms do not provide the answer to the question as to which maritime features apart from the islands of San Andrés, Providencia and Santa Catalina form part of the San Andrés Archipelago over which Colombia has sovereignty” (*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia), Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, p. 863, para. 97).

53

17. At the time there was no legal definition of an “archipelago”, but in any case the areas of the sea over which the States were claiming jurisdiction lay no more than three — exceptionally six — nautical miles from the coast. A mere glance at the map that you can see now, Members of the Court, is sufficient to show that it is inconceivable to regard the maritime features claimed by Colombia as forming a unit with the three islands referred to in Article 1 of the Treaty, whether it be those excluded by the text of the Treaty itself, or Serranilla or Bajo Nuevo:

- the closest cay to the east of Providencia is Roncador, 139 km away;
- the Quitasueño bank is 74 km from Santa Catalina;
- Serrana lies 148 km from Providencia;
- Serranilla is 306 km away; and
- Bajo Nuevo 380 km away.

Mr. President, I believe that these distances are sufficient to establish that it is futile to define the term “San Andrés Archipelago” so broadly — extremely broadly — as our Colombian friends insist on doing.

18. I am well aware that our opponents also invoke an alleged “practice”, which is no doubt intended to show that these islands, cays and other maritime features have been “traditionally considered as” forming part of the archipelago<sup>93</sup>. However, as Professor Remiro Brotóns has

---

<sup>93</sup>Cf. CMC, p. 419, para. 10.2; and DC, p. 327, point 2; see also CMC, p. 74, para. 2.98.

expertly demonstrated, this practice is generally inexistent, at best very recent and has been contested by Nicaragua. I do not need to return to this in detail, but I cannot help but underline that Colombia's "demonstrative" technique struggles to be convincing.

[Slide No. 4 off]

19. In its Rejoinder, Colombia confines itself to writing (in paragraph 2.9):

54

"In view of Nicaragua's silence with regard to most of the factual and legal elements, there is no need to repeat what has been said in the Counter-Memorial. It suffices to note that all the cays have always been treated as part of the San Andrés Archipelago."<sup>94</sup>

It then refers to paragraphs 2.32 to 2.[98] of the Counter-Memorial. Let us consult those paragraphs, Mr. President, if you have no objection. What do we find?

— a reiteration of the statement that the Corn Islands form part of the archipelago<sup>95</sup>;

— then *a single* paragraph 2.40, which asserts – and I will read it in full:

"Since the time of the Viceroyalty of Santa Fe (New Granada), the cays of Roncador, Quitasueño, Serrana, Serranilla, Bajo Nuevo, Albuquerque [*sic*] and East-Southeast were considered as parts of a whole, closely interrelated with the islands of San Andrés, Providencia and Santa Catalina."<sup>96</sup>

— as evidence of this, Colombia merely cites various documents which mention some of the groups of islets scattered in this part of the Caribbean Sea — the report of a naval mission carried out by two Spanish ships in 1804, the Spanish Sailing Directions of 1820, and so on — but these documents do not in any sense militate in favour of the islets in question constituting a single archipelago<sup>97</sup>;

— in connection with the post-colonial era and up until the signature of the 1928 Treaty, Colombia has unearthed various records attesting to Colombia's sovereignty over one or other of these cays<sup>98</sup>. *However*, these records mainly relate to Roncador, Quitasueño or Serrana, and even to the Corn Islands, which the text of the Treaty itself clearly distinguishes from the San Andrés Archipelago; furthermore, they seek to show that some of these insular or

---

<sup>94</sup>RC, p. 32.

<sup>95</sup>CMC, pp. 37-38, paras. 2.34-2.38 — see para. 11 above.

<sup>96</sup>CMC, p. 39.

<sup>97</sup>CMC, pp. 39-46, paras. 2.41-2.45.

<sup>98</sup>See CMC, pp. 46-53, paras. 2.46-2.61.

maritime features were administered by Colombia, but, even if that were the case, that would not make them part of the “San Andrés Archipelago” within the meaning of the Treaty.

[Slide No. 5]

55 20. The maps — to which Colombia attaches so much importance<sup>99</sup> — also contradict this view, as it is not true that “the cays as part of the Archipelago were consistently depicted as such on Colombian maps and charts”<sup>100</sup>. Not only do these maps not contain any legend making it possible to assess their precise meaning<sup>101</sup>, but also some clearly show that the reverse is true. To give you one example, Mr. President: let us take a look at the map that is reproduced at No. 2.16 in Volume III of Colombia’s Counter-Memorial — or, more precisely, the enlarged inset of the archipelago; this inset is shown on the screen and can also be found at tab 27 in the judges’ folder. As on most other maps, the 82nd meridian is not highlighted either in full or in part, *but* — on either side of the meridian, written vertically, we find the words “República de Colombia” (on the eastern side) and “República de Nicaragua”(on the western side); and — very characteristically, these labels — which could, technically, apply to the archipelago as defined geographically very broadly by Colombia — are confined to the bottom left of the inset, only between the islands of San Andrés and Providencia and their surrounding islets on the one hand and the Corn Islands on the other, which confirms that their purpose — their sole purpose — was to separate the two small groups of islands, which are sometimes encompassed by the same name.

[Slide No. 5 off; slide No. 6]

21. To sum up, Mr. President, the argument that the “San Andrés Archipelago” includes the other islands, islets, reefs and cays claimed by Colombia is indefensible, with the exception, of course, of those which lie very close to the three main islands and form an inseparable whole with them. Quite apart from the fact that this claim is absurd from a geographical point of view,

---

<sup>99</sup>RC, p. 44, para. 2.23; p. 64, para. 2.59; p. 105, para. 3.35, (3); p. 319, para. 9.2. See, in particular CMC, pp. 61-74, paras. 2.79-2.97 and pp. 133-135, paras. 3.117-3.125.

<sup>100</sup>RC, p. 17, para. 1.19 (7) (a).

<sup>101</sup>Cf. *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia), Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, p. 868, para. 118.

- (1) contrary to Colombia's assertions, no maps, whether old or modern, have ever depicted a "mega-archipelago" of this kind: they show as separate units the San Andrés and Providencia Archipelago on the one hand, and on the other hand (one might say on the other hands) the various islands, cays or groups of insular and maritime features claimed by Colombia;
- 56 (2) it is in any case completely inconsistent to include the "reefs of Roncador, Quitasueño and Serrana" within the meaning of the term "San Andrés Archipelago" when the 1928 Treaty itself draws an absolutely categorical distinction between them; and
- (3) this applies *a fortiori* to the Corn Islands, which are also treated separately from the archipelago in the Treaty itself.

Moreover, and this is important: contrary to what Colombia would have us believe<sup>102</sup>, the 1930 Protocol fixes the western limit of the archipelago but it does not in any sense limit the eastward extent of Nicaragua's maritime area — these are two entirely different things.

## **Section 2** **The "function" of the 82nd meridian west**

22. However, Mr. President, this clarification requires some additional comments regarding the function of the 82nd meridian.

23. In its discussion of its Preliminary Objections, Colombia forcefully argued — and I cite the terms of the Judgment of 13 December 2007 describing its position — that "the Parties had agreed in the 1928 Treaty and 1930 Protocol upon the 82nd meridian *as the delimitation line* of the maritime areas between them and that, consequently, the delimitation issue must be considered to have been settled within the meaning of Article VI of the Pact of Bogota"<sup>103</sup> (*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia), Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*), p. 865, para. 106). I repeat, this is Colombia's position as summarized by the Court.

[Slide No. 6 off]

24. The Court categorically rejected this claim, stating that:

---

<sup>102</sup>See CMC, p. 366, para. 8.62, or p. 373, para. 8.85; and RC, p. 282, para. 8.20, or p. 288, para. 8.33.

<sup>103</sup>See Colombia's argument in POC, pp. 92-103, paras. 2.41-2.62; CR 2007/16, pp 22-23, paras. 31-39 (Watts).

57

“contrary to Colombia’s claims, the terms of the Protocol, in their plain and ordinary meaning, cannot be interpreted as effecting a delimitation of the maritime boundary between Colombia and Nicaragua. That language is more consistent with the contention that the provision in the Protocol was intended to fix the western limit of the San Andrés Archipelago at the 82nd meridian.” (*I.C.J. Reports 2007 (II)*, p. 867, para. 115.)<sup>104</sup>

25. Even though the Court had unanimously rejected “the objection to its jurisdiction in so far as it concerns the maritime delimitation between the Parties” (*ibid.*, p. 875, para. 142 (1) (c) (operative clause)), Colombia persists in its position, and clings to the 82nd meridian as the alpha and omega of the delimitation to be effected by the Court.

26. True enough, Mr. President, our Colombian friends seek to get round the problem and purport to accept this unambiguous statement of the position; however, in reality, they continue to challenge it and to return in practice to their initial thesis.

27. In their Counter-Memorial, they recall the firm stand taken by the Court, but then immediately add: “But as will be seen, this does not entail that the 82° W meridian has no role to play in the delimitation.”<sup>105</sup> Then they allege that “[i]t is evident that both States regarded the 82° W meridian as the limit of their respective jurisdictions”<sup>106</sup>; and they repeatedly emphasize that the meridian was chosen as “limit”<sup>107</sup> — which is ambiguous — or as boundary<sup>108</sup> — which is less so —, before citing various precedents in support of the stability of boundaries<sup>109</sup>. And then, when the time comes to carry out the maritime delimitation, the pretence is dropped completely:

“The relevance of the 82° W meridian is not limited to Nicaragua’s recognition of Colombia’s sovereignty over the San Andrés Archipelago and its composition, and to Colombia’s recognition of Nicaragua’s sovereignty over the islands, islets and cays located to the west of that meridian. Nicaragua, for nearly 40 years, and Colombia until the present time, fully respected the 82° W meridian in practice as the limit of the exercise of their respective jurisdictions.”<sup>110</sup>

---

<sup>104</sup>See also p. 869, para. 120.

<sup>105</sup>CMC, p. 8, para. 1.14.

<sup>106</sup>CMC, p. 268, para. 5.56; see also p. 270, para. 5.59.

<sup>107</sup>RC, p. 75, para. 2.82; p. 282, para. 8.20; p. 319, para. 9.2; CMC, p. 58, para. 2.72; p. 247, para. 5.12; p. 264, paras. 5.49-5.50; p. 366, para. 8.63; see also CMC, p. 268, para. 5.56; p. 308, point 9 (“limit to their jurisdiction”); and CMC, p. 267, para. 5.53; p. 368, para. 8.69 (“dividing line”).

<sup>108</sup>CMC, p. 267, para. 5.53.

<sup>109</sup>CMC, pp. 295-296, paras. 6.28-6.29.

<sup>110</sup>CMC, p. 371, para. 8.77; see also, p. 404, para. 9.60.

58 28. “[T]he limit of the exercise of their respective jurisdictions . . .” That, Mr. President, corresponds quite precisely to the actual definition of a boundary<sup>111</sup> — and note further that Colombia claimed this for the first time in 1969 in a Note Verbale protesting against permits granted two years earlier by Nicaragua in respect of certain lots forming part of its — Nicaragua’s — continental shelf<sup>112</sup>, and that since then it has endeavoured to have this purported boundary or limit respected notwithstanding the constant protests by Nicaragua<sup>113</sup>, which was forced, however, to give way in practice in the face of Colombia’s military superiority<sup>114</sup>. As our Agent has already just pointed out, it is contrary to the most elementary good faith to state that Nicaragua has “recognized” the line of the 82nd meridian as a maritime boundary: it was *forced* to do so — which is quite a different thing. By contrast, Colombia — which has never suffered any form of constraint — finds itself opposed by its own position and cannot, today, lay claim to any maritime area whatsoever — to any rights whatever — beyond the 82nd meridian, which it has sought so fiercely to impose as a boundary<sup>115</sup>.

29. In its Reply, Nicaragua has, as it was entitled to do, strongly criticized this intransigent stance<sup>116</sup>. But in vain: Colombia refuses to budge, and, in its Rejoinder: — it again insists that the 1928 treaty “establishes the 82° W meridian as the western limit of the Archipelago, by which was meant, in the words of Nicaraguan Foreign Minister at the time,

59

---

<sup>111</sup>See J. Salmon (ed.), *Dictionnaire de droit international public*, Brussels, Bruylant, 2001, p. 521; P. Daillier, M. Forteau and A. Pellet, *Droit international public*, Paris, LGDJ, 2009, p. 516, para. 298; see also Arbitral Award of 31 July 1989, *Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal*, International Law Reports, Vol. 83, p. 1, and *ICJ Reports 1991*, pp. 53 *et seq.*

<sup>112</sup>Diplomatic Note No. 092 of 4 June 1969 from the Ambassador of Colombia to Nicaragua, to the Minister of Foreign Affairs of Nicaragua, MN, Vol. II, Ann. 28; see also Diplomatic Note No. 0197 of 22 Sept. 1969 from the Minister of Foreign Affairs of Colombia to the Minister of Foreign Affairs of Nicaragua, MN, Vol. II, Ann. 30.

<sup>113</sup>See Diplomatic Note No. 0021 of 12 June 1969 from the Minister of Foreign Affairs of Nicaragua to the Ambassador of Colombia to Nicaragua, MN, Vol. II, Ann. 29; Diplomatic Note No. 950459 of 9 Oct. 1995 from the Minister of Foreign Affairs of Nicaragua to the Minister of Foreign Affairs of Colombia, MN, Vol. II, Ann. 52; Diplomatic Note No. MRE/DM/152/02/08 of 12 Feb. 2008 from the Minister of Foreign Affairs of Nicaragua to the Minister of Foreign Affairs of Colombia, RN, Vol. II, Ann. 4; Diplomatic Note No. MRE/DM/152/02/08 of 12 Feb. 2009 from the Embassy of Nicaragua in Bogotá to the Minister of Foreign Affairs of Colombia, RN, Vol. II, Ann. 10; see generally MN, pp. 157-162, paras. 2.212-2.222; see also RN, pp. 232-233, para. 7.30, Declaration, paras. 1-5.

<sup>114</sup>See *inter alia* MN, pp. 159-162, paras. 2.215-2.222; WON, pp. 6-9, paras. 12-17; RN, p. 17, para. 38; p. 227, para. 7.20; RN, pp. 235-237, paras. 1-5, in particular para. 5.

<sup>115</sup>See RN, pp. 232-233, para. 7.30.

<sup>116</sup>See, *inter alia*, RN, pp. 7-8, paras. 18-20; pp. 14-19, paras. 31-43; pp. 217-233, paras. 7.1-7.30 (Chap. V11 — Colombia’s invocation of the 82nd meridian and her treaties with third States).

‘the *geographical boundary* between the archipelagos in dispute’<sup>117</sup> — and, if I may, I am now going to open a parenthesis and pause for a moment, Mr. President, on Colombia’s translation of the words used by Minister Cordero Reyes (“the words of Nicaraguan Foreign Minister at the time”): whereas the Minister — and I quote him in Spanish, with my excuses to speakers of the language of former Presidents Ruda and Jiménez de Arechaga, whose ears must be burning — had referred to “el limite geográfico entre los archipiélagos en disputa”<sup>118</sup>, Colombia obstinately insists on translating them as “geographical boundary”<sup>119</sup> (which would correspond to “frontera geográfica”, but not to “limite geográfico”). Even if it can be argued that, when all is said and done, a boundary is a limit, I am not sure that the converse is true and, in any case, there is a nuance. I do not believe, Mr. President, that this terminological imprecision is an innocent one. I close this parenthesis by further noting that:

— Colombia regards the argument (which is, however, undoubtedly valid and confirmed by the Court) that this was simply a line allocating sovereignty over the islands of the archipelago situated to either side of it as purely academic: “if”, says Colombia in its Rejoinder — “if the 82° W meridian had indeed been an ‘allocation line’ as Nicaragua has asserted”<sup>120</sup>.

30. Mr. President, we can accept “the relevance of the 82° W meridian as the western limit of the San Andrés Archipelago”<sup>121</sup>, but with the two following fundamental clarifications:

— first, this represents the western limit of the archipelago, used in order to determine the latter’s *composition*, but, in no sense, the maritime boundary, between Nicaragua and Colombia, or between the Corn Islands and the San Andrés Archipelago (whose waters nobody at the time could have regarded as contiguous);

**60** — secondly, as I have just shown, the only relevant section of the 82° W meridian is that which is necessary in order to separate the Corn Islands, on the one hand, from the San Andrés

---

<sup>117</sup>RC, p. 6, para. 1.8 (*b*), referring back to CMC, para. 5.45, citing CMC, Ann. 199 — emphasis added; see also RC, p. 61, para. 2.55; pp. 67-68, para. 2.64; see also RC, p. 50, para. 2.35; p. 328, point 5; CMC, p. 368, para. 8.69 (“limit”); see also the following footnote.

<sup>118</sup>*La Gaceta*, Diario Oficial No. 98, Managua, 7 May 1930, p. 778; CMC, Vol. II, Ann. 199.

<sup>119</sup>See also, for example, RC, p. 61, para. 2.55, and p. 77, para. 2.85; CMC, p. 262, para. 5.45, and pp. 266-268, paras. 5.52-5.54.

<sup>120</sup>RC, p. 77, para. 2.84; emphasis added.

<sup>121</sup>RC, p. 32, para. 1.30, and p. 333, para. 18; see also p. 280, para. 8.16, and pp. 281-290, paras. 8.18-8.33 (Section C. The Relevance of the 82° W Meridian).

Archipelago, in the sense of the 1928 Treaty, on the other. The 82° W meridian runs from the North Pole to the South Pole, but the “useful” part as far as we are concerned today is only that which enables us to determine the composition of the two groups of islands: San Andrés and Corn Islands.

31. The fact is, Mr. President, and I am almost ashamed to have to return to this at this advanced stage of the proceedings, when it is so abundantly obvious:

- it is simply not true that the 82° W meridian constitutes the (maritime) “boundary” of the archipelago; and
- this meridian is of no relevance whatever to the delimitation of the maritime spaces between the two countries except, in a very indirect sense, inasmuch as — with all due respect to our opponents — it represents the allocation line between the islands constituting the archipelago.

With your permission, Mr. President, a few additional words on each of these two propositions.

32. *In the first place, the 82° W meridian does not constitute a boundary.*

33. Already at the preliminary objections stage, Colombia was claiming that “the 1930 Protocol settled the course of the maritime boundary between the Parties” (*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia), Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*), p. 854, para. 60; see also *ibid.*, p. 865, para. 106). Even if on occasion it appears half-heartedly to accept the contrary — but then instantly retracts — Colombia still continues today to cling to this view of the matter — notwithstanding its clear rejection by the Court. It reintroduces through the back door (through the quite artificial device of “relevant circumstances”) what the Court dismissed through the front door. Hence, in order to demonstrate the correctness of this first proposition — the 82nd meridian is not a boundary — I believe that I cannot do better than to refer to your Judgment of 2007, which appears to me to express it perfectly:

“a careful examination of the pre-ratification discussions of the 1928 Treaty by and between the Parties confirms that neither Party assumed at the time that the Treaty and Protocol were designed to effect a general delimitation of the maritime spaces between Colombia and Nicaragua<sup>122</sup>. Here it is to be noted that Colombia did not find it necessary to resubmit the 1928 Treaty to its Congress for the consideration of the provision inserted into the 1930 Protocol because Colombia’s diplomatic representatives assumed that the reference to the 82° meridian in the Protocol amounted to an interpretation of the first paragraph of Article I of the Treaty and thus

---

<sup>122</sup>See *I.C.J. Reports 2007 (II)*, pp. 856-857, paras. 70-72.

had not changed the substance thereof. It may be added that Nicaragua's Minister for Foreign Affairs, in his appearance before the Nicaraguan Senate prior to ratification, assured that body that the reference to the 82° meridian 'does not reform the Treaty, because it only intends to indicate a limit between the archipelagos that have been [the] reason for the dispute'." (*I.C.J. Reports 2007 (II)*, pp. 867-868, para. 116.)

34. This is a long quotation, Mr. President, and I would ask you kindly to accept my apologies for this. But similar arguments call for similar responses, and 17 of you — or rather 17 of your predecessors, Members of the Court — took the view that the 82nd meridian does not constitute a maritime boundary between the two countries, and — I stress the point — the unanimity on this finding extends to its reasoning: unless I am mistaken, there was no dissenting or separate opinion expressed against the reasoning which I have just recalled to you.

35. Furthermore, the title of the 1928 Treaty leaves us in no doubt: it was a "Treaty concerning Territorial Questions at Issue between Colombia and Nicaragua" (in Spanish: "Tratado sobre cuestiones territoriales entre Colombia y Nicaragua"), not a maritime delimitation treaty, as is confirmed by the Preamble, in which the parties expressed their desire to "put an end to the *territorial* dispute between them". Indeed, is it necessary to make the point yet again? Such a delimitation would have made no sense, given the view taken at the time of the maritime jurisdiction of coastal States, which was limited to the territorial sea (three nautical miles in the case of Nicaragua and six for Colombia)<sup>123</sup>.

36. So not a maritime boundary then, Mr. President, but — *and this is my second proposition* — what we have here is indeed *a line of allocation of island, islets, cays and other reefs, confined to the San Andrés Archipelago* as I have defined it.

37. Even when it purports to concede that the 82nd meridian is not a maritime boundary, Colombia commits a grave error of reasoning, putting the cart before the horse, in postulating that the dispute which was settled by the 1928 Treaty related to all of the island or maritime features in the Caribbean Sea. Even if our friends on the other side of the Bar manage to convince you, Members of the Court, that, in theory, the San Andrés Archipelago could extend, in the geographical or historical sense of the term, more than 300 km from the islands of San Andrés, Providencia and Santa Catalina, sovereignty over which is not at issue before you here; even if

---

<sup>123</sup>See MN, pp. 169-170, paras. 2.240-2.241; WON, pp. 35-36, paras. 1.54-1.56; RN, p. 11, para. 23; CR 2007/17, pp. 17-18, para. 43 (Argüello); CR 2007/19, p. 13, para. 23 (Argüello) and p. 26, para. 24 (Pellet).

they manage to persuade you that certain of these features fall today under the sovereignty of Colombia — *quod non*; even then if they manage to achieve this “mission impossible”, the fact would remain that these islands, cays and reefs would be excluded from the “San Andrés Archipelago” within the meaning of the Treaty.

38. As I reminded you a few moments ago, in the Preamble to their 1928 Treaty, the Parties declared themselves “desirous of putting an end to the territorial dispute between them”. However, contrary to what Colombia appears to believe, or to what they would have us believe, that territorial dispute did not relate, in an undifferentiated and vague manner, to all of the islands in the Caribbean Sea. As had been explained by “Nicaragua’s Minister for Foreign Affairs, in his appearance before the Nicaraguan Senate prior to ratification [as noted by the Court in paragraph 116 of its Judgment on the Preliminary Objections], the reference to the 82nd meridian ‘does not reform the Treaty, because it only tends to indicate a limit between the archipelagos that have been [the] reason for the dispute’”<sup>124</sup> (*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, p. 868, para. 116). (The Court adopts here the correct translation of the statement of Minister Cordero Reyes, which the translation submitted by Colombia to some extent misrepresents.) “[B]etween the archipelagos that have been [the] reason for the dispute”; that, Mr. President, is clearly between the San Andrés Archipelago on the one hand, and the Corn Islands on the other.

[Slide No. 7]

39. And this is most interesting. It shows first that, at the time of the Treaty, the Parties considered that the Corn Islands on the one hand and San Andrés on the other constituted two distinct archipelagos. And that also, moreover, confirms that there was no question of a general maritime delimitation in this part of the Caribbean: what was being done was to define (and limit to the west) the extent of the San Andrés Archipelago, and of this only, to the exclusion, of course, of the Corn Islands and of Roncador, Quitasueño and Serrana, which brings us to the definition of the archipelago within the meaning of the Treaty — as is illustrated by the slide currently being shown.

63

---

<sup>124</sup>See MN, Vol. II, Ann. 80.

40. True enough, Mr. President, “[t]he debates in Nicaragua’s Congress show that the 82° W meridian was considered as a limit, and that the Nicaraguan Government believed that such a limit was indispensable to bring a definitive end to the dispute between the two States”<sup>125</sup>; but these debates also confirm that the subject of the dispute was to determine the *San Andrés* Archipelago, to the exclusion of the other islands or cays in the region, which were not in dispute. And it is therefore perfectly logical and “credible” “to assert that the intention of the Parties was thereby to fix an effective limit only for Colombia to the west but not for Nicaragua to the east”<sup>126</sup>. It was in this context and for this reason that Nicaragua requested the inclusion in the instrument of exchanges of ratifications — through the 1930 Protocol — of clarification regarding the 82nd meridian. That is, moreover, the only possible explanation for that request and for the adoption of that instrument.

[Slide No. 7 off]

41. Mr. President, Members of the Court,

- (1) the 1928 Treaty, as clarified by the 1930 Protocol, concerns only the issue then in dispute between the Parties: the “geographical limit” between the Corn Islands and the San Andrés Archipelago;
- (2) the latter was clearly defined by that instrument — the 1930 Protocol (and the Treaty) — as not including Roncador, Quitasueño or Serrana, nor clearly the Corn Islands; and it is absurd to seek to include in it maritime features which it does not mention, and which are situated over 300 km away from the islands of San Andrés, Providencia and Santa Catalina, whose appurtenance to Colombia is, by contrast, not at issue in the present proceedings;
- (3) the question of sovereignty over the other islands, islets or cays falls within the jurisdiction of the Court in the present case, but that is an issue quite distinct both from that of the composition and extent of the San Andrés Archipelago and from that of the maritime delimitation between the two countries;

---

<sup>125</sup>RC, pp. 75-76, para. 2.82.

<sup>126</sup>RC, p. 75, para. 2.81.

- 64** (4) since none of these questions was directly settled by the 1928 Treaty, nor have they been the subject of any other agreement between the Parties, it is for the Court to rule on each and every one of them;
- (5) as Professor Remiro Brotóns has shown, these islands or cays fall within the sovereignty of Nicaragua;
- (6) as I, for my part, have just shown, whoever they may belong to, they do not in any event form part of the San Andrés Archipelago, from which they are quite distinct in all respects, and neither the 1928 Treaty nor the 1930 Protocol concern them; and
- (7) it is in any event incumbent upon the Court to rule upon the maritime delimitation between the Parties.

42. And it is this aspect of the case that Nicaragua's delegation will endeavour to present to the Court tomorrow. It remains for me, Members of the Court, to thank you for your attention and to wish you a very good evening.

The PRESIDENT: Thank you, Professor Pellet, for your presentation. Your statement brings to an end today's sitting. Oral argument in the case will resume tomorrow, Tuesday 24 April 2012, at 10 a.m., in order for Nicaragua to continue its first round of pleading.

Thank you. The sitting is closed.

*The Court rose at 5.55 p.m.*

---